

STATISTIQUES 2019-2020
XVème législature
(1^{er} octobre 2019 – 30 septembre 2020)



LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET.....	Commission des affaires étrangères.
CULT.....	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF.....	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE.....	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO.....	Commission des affaires économiques.
FIN.....	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS.....	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC.....	Commission des affaires sociales.

GROUPES POLITIQUES

LaREM.....	La République en Marche.
LR.....	Les Républicains.
Dem.....	Mouvement Démocrate et apparentés, puis, à partir du 23 septembre 2020, Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés.
SOC.....	Socialistes et apparentés.
Agir ens.....	Agir ensemble.
UDI-I.....	UDI, Agir et Indépendants, puis, à partir du 26 mai 2020, UDI et Indépendants.
FI.....	La France insoumise.
GDR.....	Gauche démocrate et républicaine.
LT.....	Libertés et Territoires.
EDS.....	Écologie Démocratie Solidarité.
NI.....	Députés non inscrits.

DIVERS

adt(s).....	Amendement(s).
al.....	Alinéa.
Art.....	Article.
A.V.....	Abstention volontaire.
C.....	Constitution : exemple « art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC.....	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion.....	Commission.
CMP.....	Commission mixte paritaire.
DC.....	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt.....	Gouvernement.
J.O.....	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN.....	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.....	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 C.).
LD.....	Lecture définitive.
L.O.....	Loi organique.
NL.....	Nouvelle lecture.
PA.....	Procédure accélérée.
PAC.....	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN.....	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.....	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn.....	Proposition de loi.
QG.....	Questions au Gouvernement.
QOSD.....	Questions orales sans débat.
R.....	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.....	Rectifié.
SE.....	Secrétariat d'État.

SIGNES

—.....	Néant.
///.....	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	9
1.1. Répartition géographique des sièges	10
1.2. Effectifs des groupes.....	10
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	12
1.3.1. Remplacement de députés	12
1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député	12
1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales	12
1.3.4. Élections partielles	12
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2020	12
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés	13
1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe	13
1.4.2. Moyenne d'âge par groupe	14
1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle.....	15
1.4.4. Nombre de mandats de député	16
1.5. Contestations d'opérations électorales.....	17
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	17
1.7. Immunités parlementaires.....	17
1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté.....	17
1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	17
1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.	17
1.8. Incompatibilités parlementaires	17

2. Bilan d'activité.....	18
2.1. Congrès du Parlement	19
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	19
2.2.1. Sessions et séances publiques.....	19
2.2.2. Impressions parlementaires	20
2.3. Commissions permanentes et spéciales	21
2.3.1. Travaux des commissions	21
2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe.....	24
2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations.....	25
2.4. Commission des affaires européennes.....	25
2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes	25
2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C.	25
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	26
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	26
2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale.....	26
2.6.2. Offices parlementaires.....	26
2.6.3. Activités parlementaires internationales	26
2.7. Commissions d'enquête	27
3. Examen des textes.....	28
3.1. Projets et propositions de loi	29
3.1.1. Textes en instance de lecture au 1 ^{er} octobre 2019.....	29
3.1.2. Textes déposés	29
3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2020	30
3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2020.....	31
3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte	32
3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive	32
3.2. Propositions de résolution.....	34
4. Eléments de procédure.....	36
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour	37

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.	37
4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C.	38
4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art. 48, al. 3 C.	39
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C.	40
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C.	41
4.2. Procédures accélérées	42
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)	43
4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)	43
4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)	44
4.5.1. Temps global alloué	44
4.5.2. Part du temps utilisé par groupe	44
4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)	45
4.7. Secondes délibérations	45
4.8. Commissions mixtes paritaires	46
4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire	46
4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires	47
4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure	48
4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure	48
4.9. Amendements	49
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	49
4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance	51
4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session	52
4.10. Votes bloqués	55
4.11. Scrutins publics	55
4.12. Incidents de séance	56

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel	56
5. Déclarations et débats	57
6. Engagements de responsabilité et censure	59
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement	60
6.2. Motions de censure.....	60
7. Questions	61
7.1. Questions orales.....	62
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	62
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat.....	63
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	64
7.2. Questions écrites.....	65
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses.....	65
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	67
Annexes	69
Annexe I : <i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	70
Annexe II : <i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	73
Annexe III :	
Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS).....	75
Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes	76
Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement	77
Annexe IV : <i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations</i>	78
Annexe V : <i>Propositions de résolution présentées en application des art. 88-4 et 88-6 C.</i>	79
Annexe VI :	
Liste des commissions d'enquête (créées sur la période).....	80
Travaux des commissions d'enquête	81
Annexe VII :	
Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées	82
Propositions de loi du Sénat rejetées.....	83
Propositions de loi de l'Assemblée nationale renvoyées en commission	84
Annexe VIII : <i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	85

Annexe IX :

<i>Textes examinés en application de l'art. 29 C.</i>	89
<i>Textes examinés en application de l'art. 48 C.</i>	90
<i>Annexe X : Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2019-2020.....</i>	96
<i>Annexe XI : Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2019-2020.....</i>	97
<i>Annexe XII : Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée..</i>	103
<i>Annexe XIII : Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission</i>	104
<i>Annexe XIV : Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé</i>	105
<i>Annexe XV : Commissions mixtes paritaires</i>	106
<i>Annexe XVI : Liste chronologique des scrutins</i>	110
<i>Annexe XVII : Décisions du Conseil constitutionnel</i>	115
<i>Annexe XVIII : Déclarations et débats.....</i>	121
<i>Annexe XIX : Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.)</i>	125
<i>Annexe XX : Questions sur une thématique ministérielle</i>	126
<i>Annexe XXI : Répartition des réponses aux questions orales et écrites</i>	127

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'art. 74 C.	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

1.2. Effectifs des groupes

Groupes	Au 30 septembre 2019			Au 30 septembre 2020		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
La République en Marche	300	4	304	270	2	272
Les Républicains	98	6	104	97	8	105
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	40	6	46	49	7	56
Socialistes et apparentés	28	1	29	26	4	30
Agir ensemble ⁽¹⁾	-	-	-	19	-	19
UDI et Indépendants	28	0	28	18	-	18
La France insoumise	17	0	17	17	-	17
Gauche démocrate et républicaine	16	0	16	16	-	16
Libertés et Territoires	18	1	19	16	-	16
Écologie Démocratie Solidarité ⁽²⁾	-	-	-	15	-	15
Total des groupes	545	18	563	543	21	564
Députés non inscrits			13			12
Total des sièges pourvus			576 ⁽³⁾			576 ⁽⁴⁾
Sièges vacants	-	-	1	-	-	1
Total des sièges			577			577

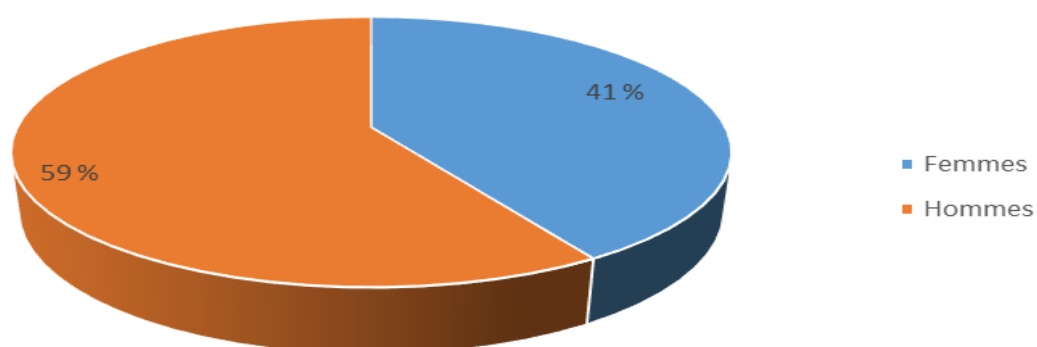
¹ Création du groupe le 25 mai 2020 (JO du 27 mai 2020).

² Création du groupe le 19 mai 2020 (JO du 20 mai 2020).

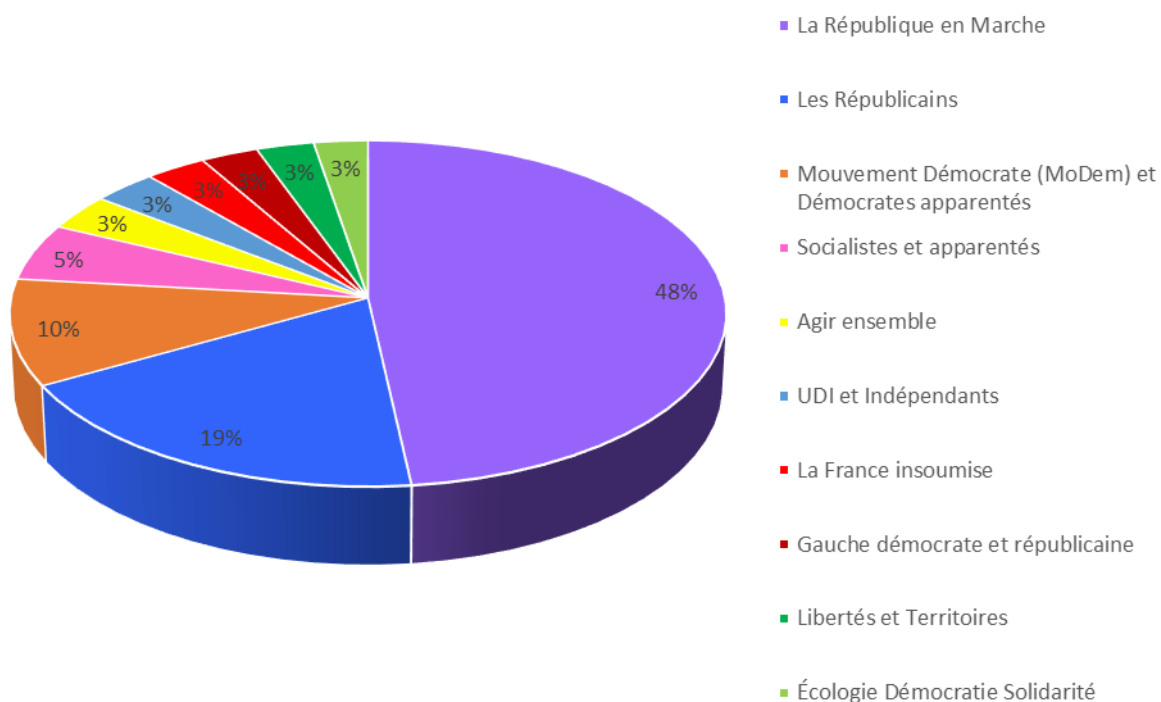
³ Dont 227 femmes : 146 LaREM, 24 LR, 16 Dem, 13 SOC, 8 UDI-I, 4 LT, 7 FI, 4 GDR, 5 non inscrites.

⁴ Dont 236 femmes : 133 LaREM, 28 LR, 20 Dem, 15 SOC, 7 Agir ens, 5 UDI-I, 7 FI, 4 GDR, 4 LT, 9 EDS, 4 non inscrites.

Répartition des députés par sexe
(au 30 septembre 2020)



Répartition des députés par groupe politique
(au 30 septembre 2020)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale ⁽⁵⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	3
– démission pour cause d'incompatibilité	17
– nomination à des fonctions ministérielles	10
– nomination au Conseil constitutionnel	-
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	1

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député 3

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales -

1.3.4. Élections partielles 6

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	-
– démission d'office	-
– démission volontaire	1
– autre (démission ou absence du suppléant)	5

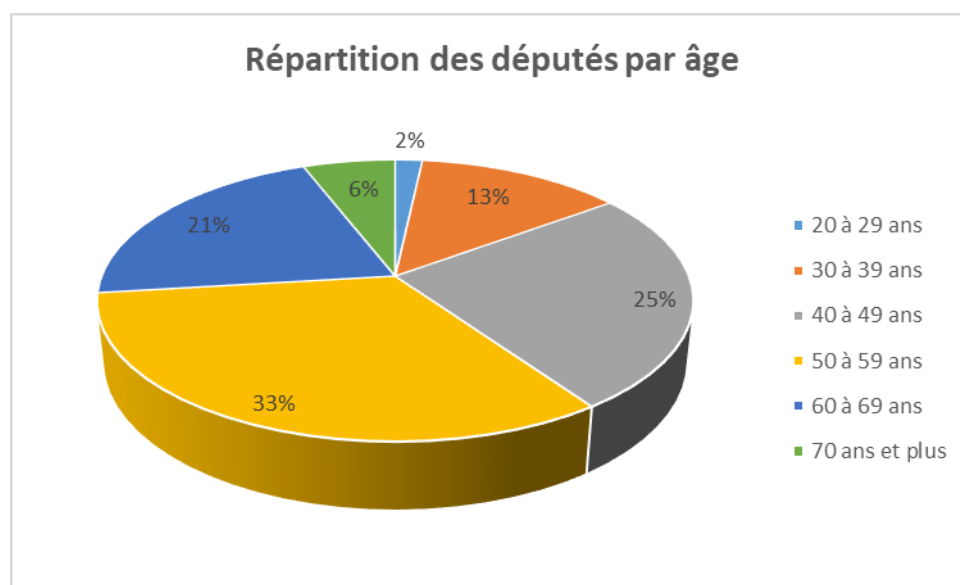
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2020 1

⁵ Voir annexe I.

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
de 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de 25 à 29 ans	7	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1	10
de 30 à 34 ans	19	7	-	-	1	-	3	-	-	2	-	32
de 35 à 39 ans	29	3	2	-	4	1	-	2	-	1	2	44
de 40 à 44 ans	36	6	6	-	3	-	6	-	1	1	1	60
de 45 à 49 ans	48	7	10	4	2	2	1	3	2	6	1	86
de 50 à 54 ans	42	18	9	2	5	5	4	2	2	3	3	95
de 55 à 59 ans	42	22	5	8	3	5	-	2	5	-	2	94
de 60 à 64 ans	24	20	14	10	-	2	2	4	2	1	1	80
de 65 à 69 ans	14	10	7	3	-	1	1	1	3	1	-	41
70 ans et plus	11	12	3	3	-	1	-	2	1	-	1	34
Total	272	105	56	30	19	18	17	16	16	15	12	576



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

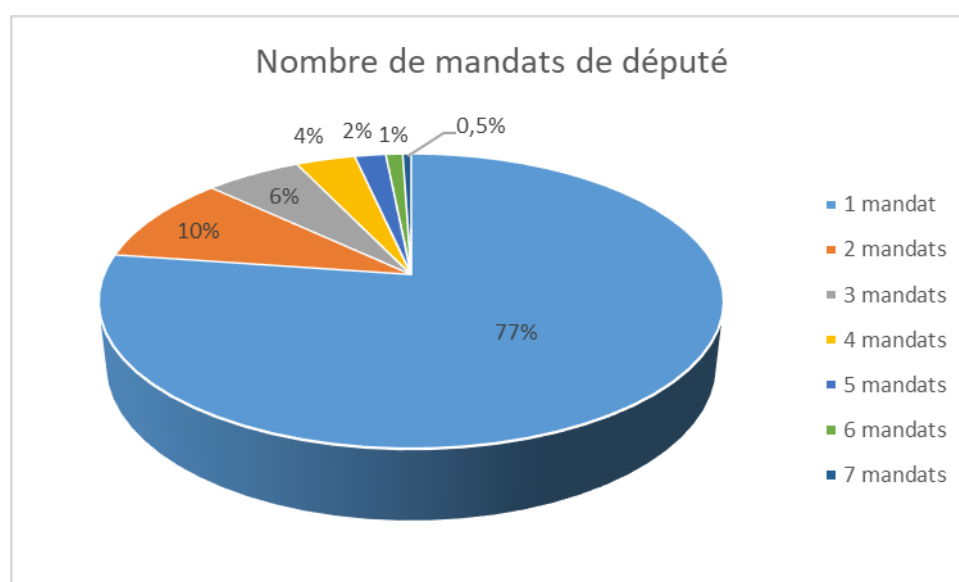
Groupes	Âge moyen
La République en Marche	49 ans et 4 mois
Les Républicains	55 ans et 10 mois
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	55 ans et 3 mois
Socialistes et apparentés	59 ans et 6 mois
Agir ensemble	45 ans et 7 mois
UDI et Indépendants	55 ans et 9 mois
La France insoumise	46 ans et 7 mois
Gauche démocrate et républicaine	55 ans et 5 mois
Libertés et Territoires	57 ans et 11 mois
Écologie Démocratie Solidarité	47 ans et 11 mois
Non inscrits	49 ans et 7 mois
Moyenne générale	52 ans

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Professions	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir·ens	UDI·H	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	8	1	1	1	1	-	-	-	-	-	15
Anciens agriculteurs exploitants	2	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1	-	2	-	-	-	-	-	-	1	-	4
Anciens cadres et professions intermédiaires	10	4	1	1	-	1	-	1	-	-	-	18
Anciens employés et ouvriers	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	2
Artisans	4	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Cadres d'entreprise	82	24	14	11	3	5	1	1	3	5	3	152
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	64	23	14	13	8	3	8	5	6	7	3	154
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	15	5	3	-	3	1	-	-	1	-	-	28
Commerçants et assimilés	12	1	3	-	2	-	-	-	1	-	-	19
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	3	1	2	-	-	-	-	3	-	-	-	9
Employés de commerce	3	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	4
Employés de la fonction publique	6	-	1	-	1	-	2	1	-	-	-	11
Inactifs divers (autres que retraités)	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	2
Ouvriers agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Ouvriers qualifiés	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2	-	1	-	-	-	1	1	-	-	1	6
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	15	4	1	1	-	2	2	3	-	1	-	29
Professions libérales et assimilés	45	20	10	3	1	4	1	-	3	1	2	90
Sans profession déclarée	4	12	2	-	-	-	-	1	1	-	2	22
Total	272	105	56	30	19	18	17	16	16	15	12	576

1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
1 mandat	249	51	53	9	15	9	17	11	6	14	11	445
2 mandats	16	17	1	10	2	3	-	3	4	-	-	56
3 mandats	6	12	1	8	1	1	-	-	4	1	-	34
4 mandats	1	10	1	2	1	4	-	1	1	-	-	21
5 mandats	-	9	-	-	-	-	-	1	-	-	1	11
6 mandats	-	4	-	-	-	1	-	-	1	-	-	6
7 mandats	-	2	-	1	-	-	-	-	-	-	-	3



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁶⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	2	1
Requêtes :		
• devenues sans objet	-	-
• rejetées	-	1
• suivies d'annulation	-	-
• inéligibilités	-	-

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁷⁾

Missions confiées au cours de la période	20
Missions en cours au 30 septembre 2020	3

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	1
--	---

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale	-
------------------------------------	---

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'art. 26 C.

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--------------------------------------	---

⁶ Voir annexe XVII.

⁷ Voir annexe II.

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

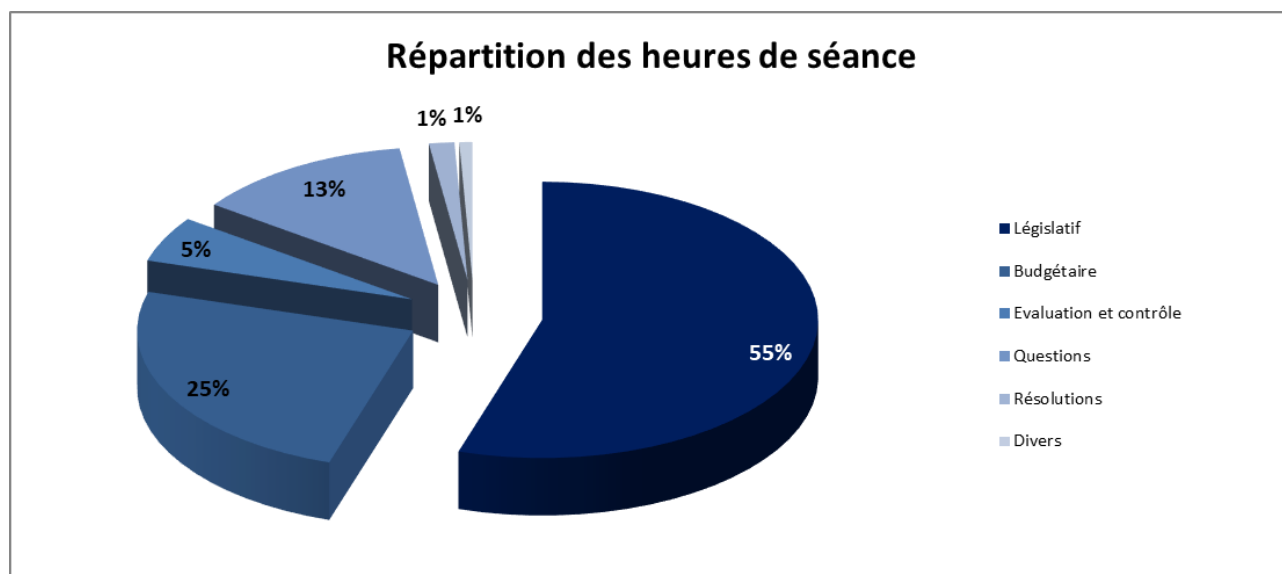
2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en Congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DES HEURES DE SÉANCE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽⁸⁾	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1 ^{er} octobre 2019 au 30 juin 2020	126	254	957 h 50	486 h 15	262 h 15	52 h 25	131 h 20	16 h 55	8 h 40
Sessions extraordinaires du 1 ^{er} au 31 juillet 2020	14	30	114 h 55	79 h 25	18 h 25	8 h 30	8 h 35	-	-
du 15 au 30 septembre 2020	9	18	66 h 45	60 h 00	-	-	6 h 45	-	-
TOTAL	149	302	1 139 h 30	625 h 40	280 h 40	60 h 55	146 h 40	16 h 55	8 h 40



⁸ Dont déclarations, motions de censure et débats.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	73	4 862	12	1 040	85	5 902
Propositions de loi	448	5 979	-	-	448	5 979
Propositions de résolution	108	1 504	-	-	108	1 504
Rapports législatifs ⁽⁹⁾	148	20 202	114	10 628	262	30 830
Avis	1	52	72	6 090	73	6 142
Rapports d'information ⁽¹⁰⁾	69	7 908	-	-	69	7 908
Autres rapports ⁽¹¹⁾	26	8 041	-	-	26	8 041
Totaux	873	48 548	198	17 758	1 071	66 306

⁹ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

¹⁰ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹¹ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions ⁽¹²⁾

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale ⁽¹³⁾	Total
Nombre	76	101	65	76	77	82	99	94	74	744
Durée	161 h 00	171 h 00	133 h 05	136 h 40	142 h 55	157 h 50	204 h 50	194 h 00	180 h 50	1 482 h 10
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>12 h 15</i>	<i>11 h 45</i>	<i>10 h 50</i>	<i>7 h 38</i>	<i>31 h 20</i>	<i>15 h 54</i>	<i>66 h 35</i>	<i>15 h 35</i>	<i>-</i>	<i>171 h 52</i>
Personnes auditionnées										
Membres du Gouvernement	10	10	17	11	11	9	18	19	2	107
Autres personnalités	34	70	39	55	73	41	52	42	21	429
Total des auditions	44	80	56	66	84	50	70	61	23	536

- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	6	5	18 ⁽¹⁴⁾	5	-	1	15	22	6 ⁽¹⁵⁾	78
Propositions de loi	31	64	2	142	7	39	98	174	-	557
Propositions de résolution ⁽¹⁶⁾	6	5	1	12	-	9	-	14	-	47
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>2</i>
Total des textes renvoyés	43	74	21	159	7	49	113	210	6	682
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	1	-	14 ⁽¹⁷⁾	1	-	2	8	11	3 ⁽¹⁸⁾	40
Propositions de loi	1	3	-	4	-	-	-	10	-	18
Propositions de résolution ⁽¹⁶⁾	-	-	-	2	-	-	-	1	-	3
<i>dont propositions européennes</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>1</i>	<i>-</i>	<i>2</i>
Total des textes adoptés définitivement	2	3	14	7	-	2	8	22	3	61

¹² Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des présidents, voir annexe III.

¹³ Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi instituant un système universel de retraite et le projet de loi organique relatif au système universel de retraite, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie et le projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique.

¹⁴ Dont 18 conventions.

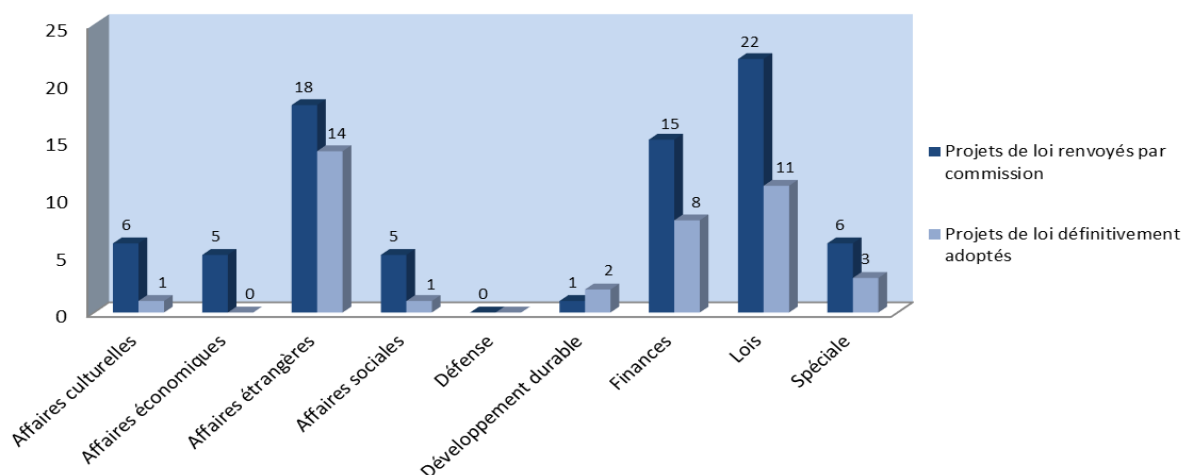
¹⁵ Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi instituant un système universel de retraite et le projet de loi organique relatif au système universel de retraite, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19, commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie et le projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique.

¹⁶ Hors propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 C..

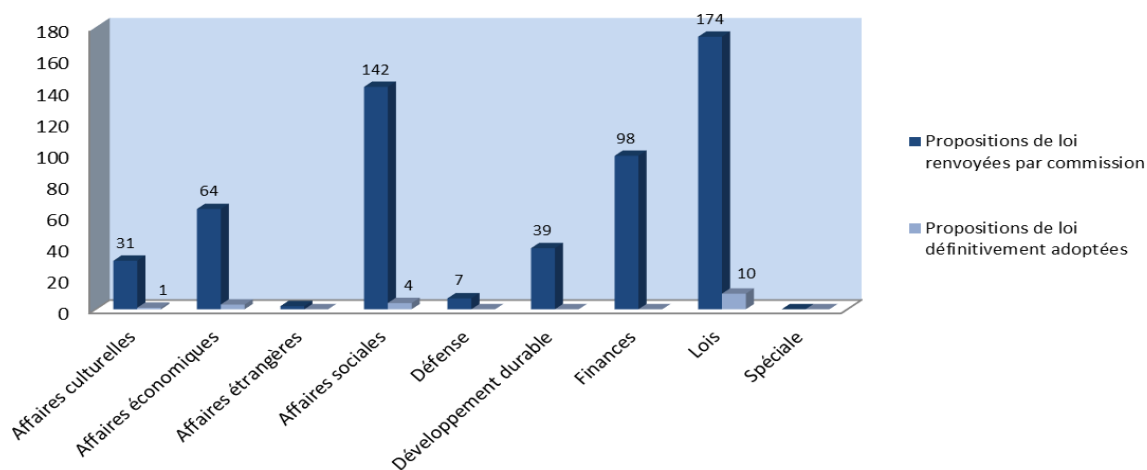
¹⁷ Dont 14 conventions.

¹⁸ Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 et commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie et le projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie.

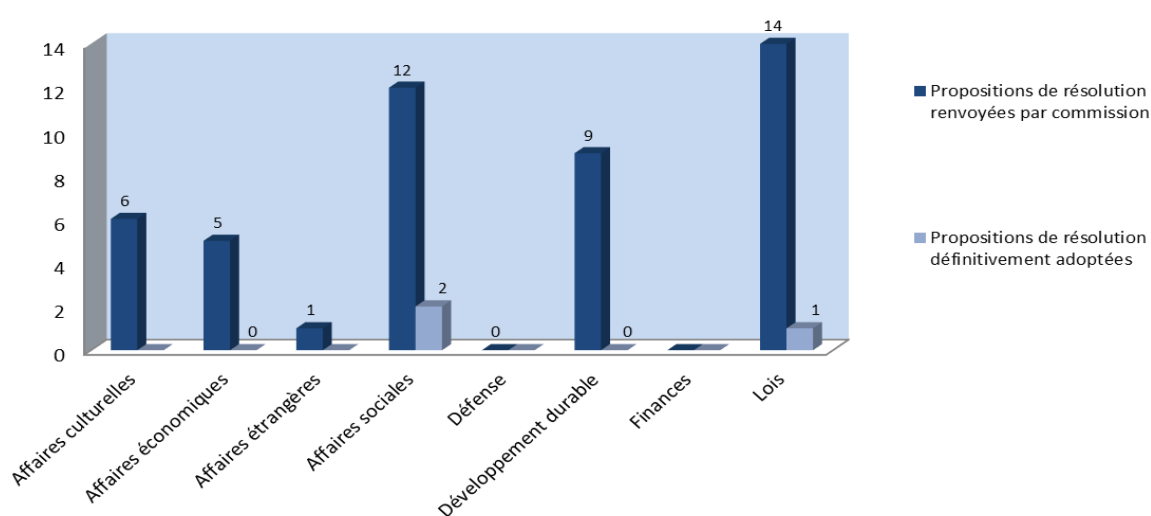
Projets de loi par commission



Propositions de loi par commission



Propositions de résolution par commission



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciales	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	3	2	11	1	-	1	5	14	6	43
sur des propositions de loi	9	7	1	20	-	1	7	17	-	62
sur des propositions de résolution	-	-	-	2	-	-	-	2	-	4
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	12	9	12	23	-	2	12	33	6	109
<i>dont rapports conjoints</i>	2	-	-	-	-	-	-	-	1	3
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	-	-	1	-	-	4	1	3	9
sur des propositions de loi	1	2	-	2	-	-	-	2	-	7
Total des rapports déposés en lectures suivantes	1	2	-	3	-	-	4	3	3	16
Total des rapports toutes lectures	13	11	12	26	-	2	16	36	9	125
<i>Annexes au rapport général</i>	-	-	-	-	-	-	45	-	-	45
Avis										
sur le PLF de l'année	6	13	9	4	8	10	-	10	-	60
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
sur des projets de loi	-	1	1	-	-	-	-	-	-	2
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	6	14	10	4	8	10	1	10	-	63
Rapports d'information	3	14	6	2	6	7	7	7	-	52
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	2	2	-	1	-	4	1	-	-	10
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires ⁽¹⁹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)												
- projets de loi	43	3	2	1	2	1	1	-	-	1	-	54
- propositions de loi	18	12	6	6	-	10	11	4	5	3	-	75
- propositions de résolution (hors européennes)	1	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	3
- propositions de résolution européennes	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	2
Total	63	15	8	9	2	12	12	4	5	4	-	134
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)												
- projets de loi	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
- propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont résolutions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
Commission des finances												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6
- rapporteur général (lectures suivantes)	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
- rapporteurs spéciaux	35	9	5	2	-	2	1	1	-	-	-	55
Commission des affaires sociales												
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
- rapporteur général (lectures suivantes)	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Autres commissions (avis)												
- sur la loi de finances annuelle	32	12	7	3	-	3	1	1	-	-	-	59
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2

¹⁹ Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽²⁰⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
Rapports d'information des commissions permanentes	28	12	1	4	3	-	-	2	-	1	-	51
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont rapports d'application</i>	5	1	-	2	1	-	-	-	-	1	-	10

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations ⁽²¹⁾

13

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Rapports et textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des art. 88-4 et 88-6 C.	Propositions de résolution déposées
53	96 h 45	7	58	14	862	2

2.4.2. Textes soumis en application de l'art. 88-4 C. ⁽²²⁾

Textes déposés durant la période 855

Textes examinés durant la période 802

²⁰ Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale, aux missions d'information communes à plusieurs commissions ainsi qu'aux missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement qui sont présentées à l'annexe III du présent recueil.

²¹ Voir annexe IV.

²² Voir annexe V.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
7	8 h 20	-	2	4

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	34	51 h	5	33	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	30	46 h 55	5	58	8
Délégation aux outre-mer	27	62 h 25	5	102	6

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	27	59 h 15	1	79	8

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	3	-	1	1	-

2.7. Commissions d'enquête

– Commissions constituées durant la période ⁽²³⁾	7
– Rapports déposés durant la période	5

²³ Voir annexe VI.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2019

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽²⁴⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	50	9	59
en instance de lectures suivantes	-	1	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	50	10	60
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	3 ⁽²⁵⁾	108	110
en instance de lectures suivantes	4	6	10
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	7	114	120

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	6	-	6
en instance de lectures suivantes	-	1	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	6	1	7
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	49	-	49
en instance de lectures suivantes	2	1	3
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	51	1	52

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2019 et le 30 septembre 2020

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	57	21	78
en lectures suivantes	18	1	19
retraits	-	-	-
Nombre total de projets de loi déposés	75	22	97
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	540	27	567
en lectures suivantes	12	-	12
retraits	6	-	6
Nombre total de propositions de loi déposées	546	27	573 ⁽²⁶⁾

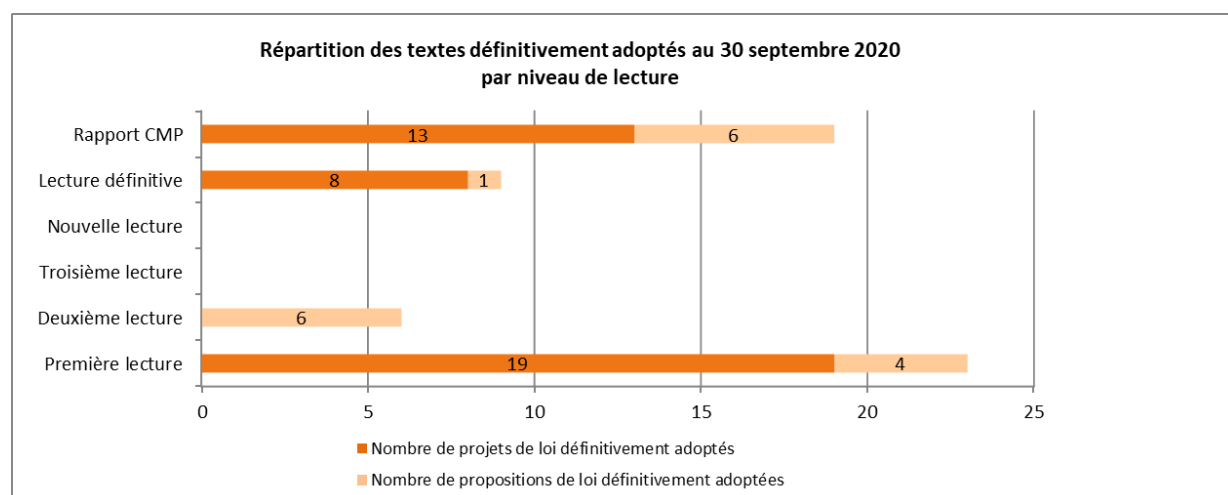
²⁴ Il s'agit uniquement des textes de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

²⁵ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

²⁶ Dont 16 propositions de loi constitutionnelle et 9 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2020

Types de texte		Lieu d'adoption définitive		Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte					Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		-	-	-	7	2	9
		Sénat	7	-	-	-		4	11
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	12	-	-	-	1	4	17
		Sénat		-	-	-		3	3
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			19	-	-	-	8	13	40
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	Assemblée nationale		1	-	-	1	2	5
		Sénat	3	2	-	-		4	9
	Déposées au Sénat	Assemblée nationale	1	2	-	-	-	-	3
		Sénat		3	-	-		-	3
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			4	8	-	-	1	6	18 ⁽²⁷⁾



²⁷ Sur la session 2019-2020, 20 propositions de loi ont été rejetées : voir annexe VII.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2020

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	84	13	97
en instance de lectures suivantes	-	-	-
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	84	13	97
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	-	131	131
en instance de lectures suivantes	3	4	7
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	3	135	138

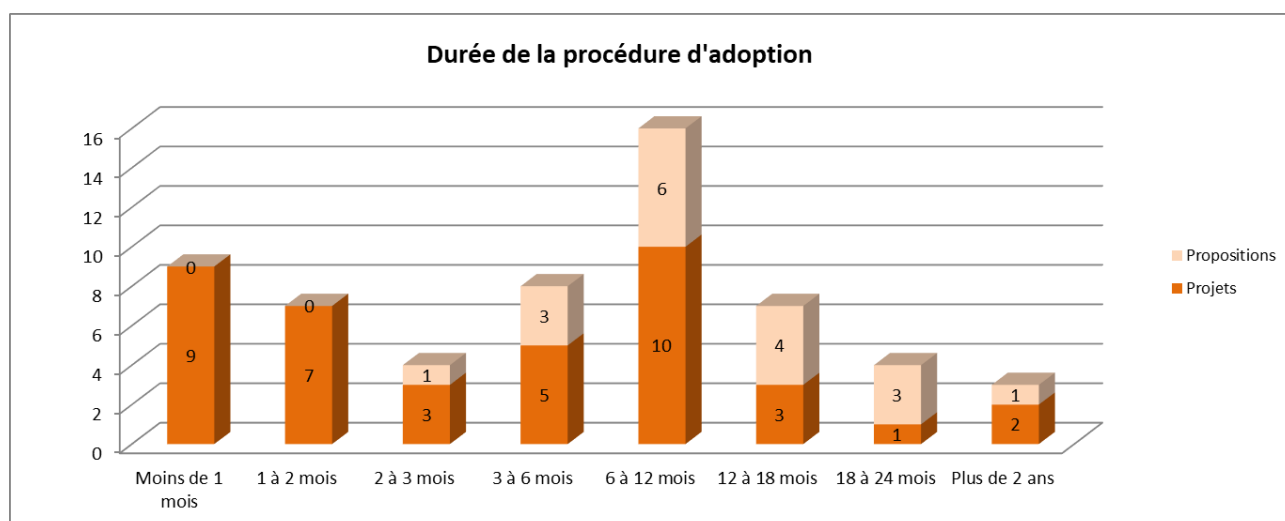
Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	8	-	8
en instance de lectures suivantes	1	-	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	9	-	9
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	62	-	62
en instance de lectures suivantes	2	1	3
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	64	1	65

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2019 + textes déposés à l'AN	Textes définitivement adoptés	Lois promulguées ⁽²⁸⁾
Projets de loi	132	40	40 ⁽²⁹⁾
Propositions de loi	670	18	18
TOTAL	2802	58	58 ⁽³⁰⁾

3.1.6. Délai entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	5	6	3	-	3	2	1	-	20
	Déposés au Sénat	4	1	-	5	7	1	-	2	20
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		9	7	3	5	10	3	1	2	40
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	-	-	1	2	4	3	3	1	14
	Déposées au Sénat	-	-	-	1	2	1	-	-	4
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		-	-	1	3	6	4	3	1	18



²⁸ Voir annexe VIII.

²⁹ Dont 15 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

³⁰ Sont prises en compte les lois adoptées sous la précédente session mais dont la promulgation est intervenue au cours de la session 2019-2020.

		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	142 jours
	Déposés au Sénat	281 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		211 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	402 jours
	Déposées au Sénat	251 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		369 jours

3.2. Propositions de résolution ⁽³¹⁾

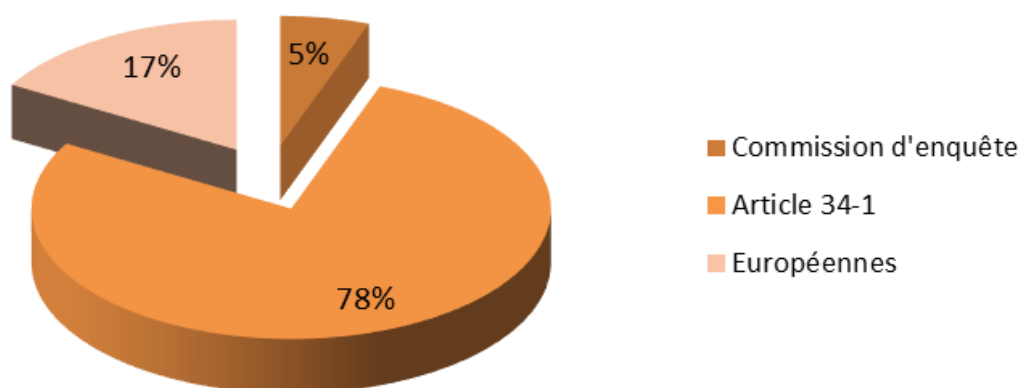
	LaREM	LR	Dem	SOC	Agir ens	UDI-I	FI	GDR	LT	EDS	NI	Total
Modifications du Règlement de l'Assemblée nationale												
Déposées	-	2	-	-	1	1	-	-	-	-	-	4
Rejetées	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-
Adoptées	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-
Créations de commission d'enquête												
Déposées	-	11	-	3		2	11	9	1		4	41
Retirées	-	-	-	-		-	-	-			-	-
Adoptées	-	-	-	1		-	-	-	-		-	1
Art. 34-1 C.												
Déposées	9	47	1	5	3	9	6	10	-	-	4	95
Retirées	1	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	4
Rejetées	-	1	-	-	-	-	2	2	-	-	-	5
Adoptées	6 ⁽³²⁾	2	1	1	-	1	1	1	1	-	-	14
Résolutions européennes												
Déposées	3 ⁽³³⁾	6	-	-	-	1	-	-	-	1	-	11
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	2 ⁽³³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
- par un député	1	6	-	-	-	1	-	-	-	1	-	9
Rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Considérées comme adoptées	1 ⁽³³⁾	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Adoptées en séance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suspensions de détention ou de poursuites												
Déposées	-	-	-	-		-	-	-			-	-
Adoptées	-	-	-	-		-	-	-			-	-
Mises en accusation devant la Haute Cour (art. 68 C.)												
Déposées	-	-	-	-		-	-	-			-	-
Adoptées	-	-	-	-		-	-	-			-	-

³¹ Les propositions de résolution adoptées sur la période correspondante sont les textes adoptés entre le 1^{er} octobre 2019 et le 30 septembre 2020, qu'ils aient été déposés durant cette même session ou antérieurement.

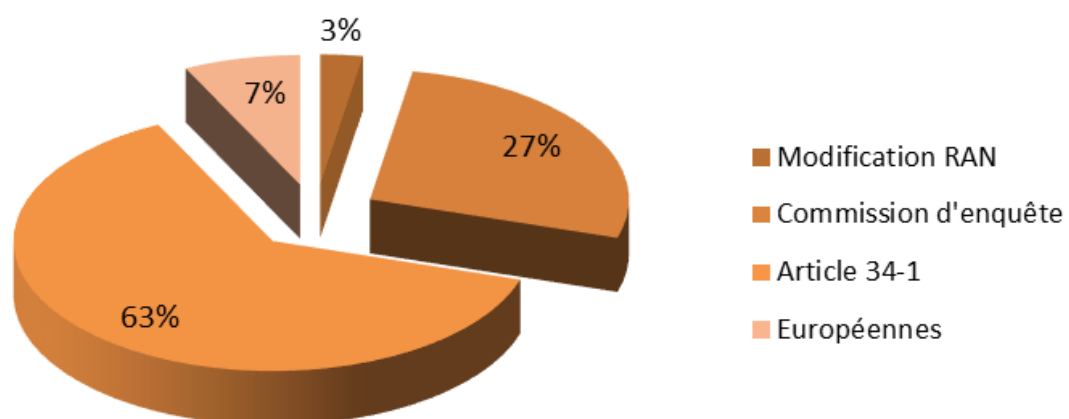
³² Dont 1 commune aux groupes La République en Marche, Les Républicains, Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés, Socialistes et apparentés, UDI et Indépendants, Libertés et Territoires, La France insoumise et Gauche démocrate et républicaine.

³³ Dont 1 commune aux groupes La République en Marche et Socialistes et apparentés.

Types de résolutions adoptées



Types de résolutions déposées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

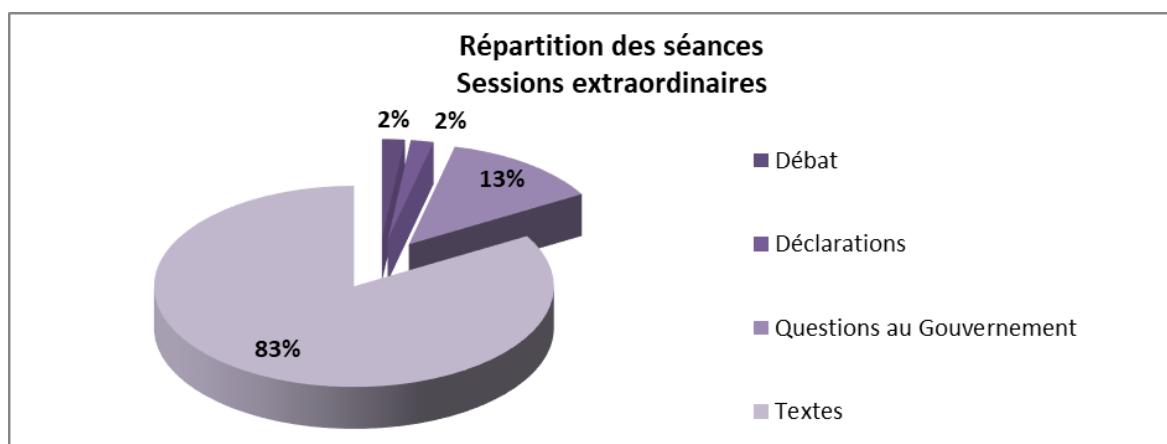
4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
48	181 h 40

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 ⁽³⁴⁾
Déclarations	1 ⁽³⁵⁾
Questions	7
• Questions au Gouvernement	7
• Questions orales sans débat	-
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	45



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	14
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	5
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	19

³⁴ Débat d'orientation des finances publiques le 23 juillet 2020.

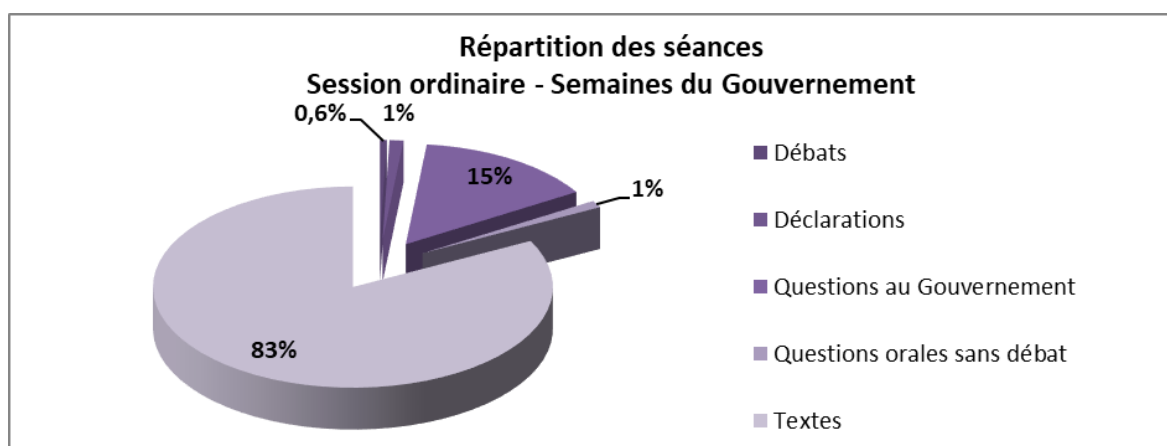
³⁵ Déclaration de politique générale du Gouvernement le 15 juillet 2020.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3 C. ⁽³⁶⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
179 ⁽³⁷⁾	680 h 05 ⁽³⁸⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 ⁽³⁹⁾
Déclarations	2 ⁽⁴⁰⁾
Questions	28
• Questions au Gouvernement	26
• Questions orales sans débat	2
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	147



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	33
• Dont conventions	10
Nombre de propositions de loi	6
Nombre de propositions de résolution	2
TOTAL Textes examinés	41

³⁶ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe X calendrier de la session ordinaire 2019-2020.

³⁷ Dont 66 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFR et votes solennels associés).

³⁸ Dont 257 h 40 d'examen budgétaire.

³⁹ Débat sur la demande de la mission d'information de la Conférence des présidents sur l'impact, la gestion et les conséquences dans toutes ses dimensions de l'épidémie de coronavirus – covid 19 d'être dotée des prérogatives d'une commission d'enquête (2 juin 2020).

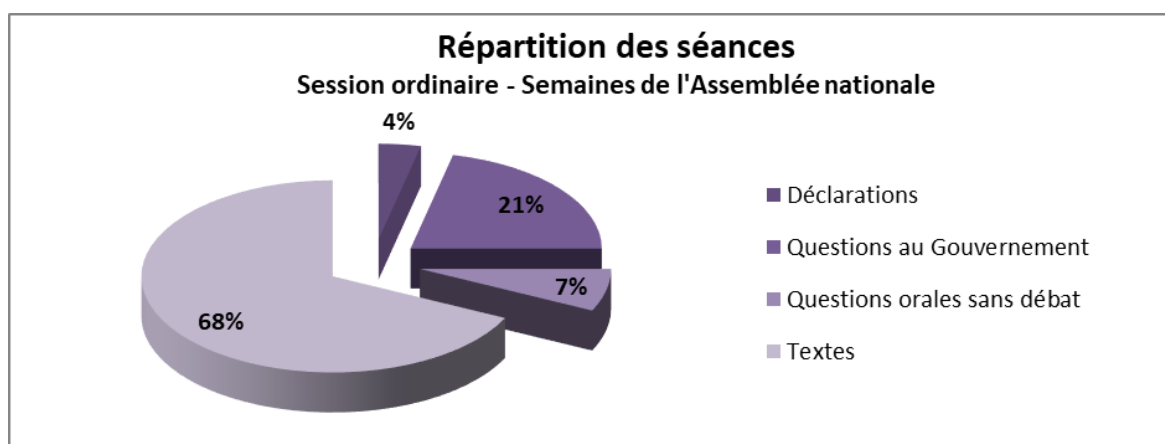
⁴⁰ Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la politique migratoire de la France et de l'Europe, en application de l'art. 50-1 C. (7 octobre 2019) et déclaration du Gouvernement relative à la stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19, suivie d'un débat et d'un vote, en application de l'art. 50-1 C. (28 avril 2020).

4.1.3. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al. 3 C. ⁽⁴¹⁾ (⁴²)

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
24	88 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	1 ⁽⁴³⁾
Questions	8
• Questions au Gouvernement	6
• Questions orales sans débat	2
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	19



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	5
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	9
Nombre de propositions de résolution	4
TOTAL Textes examinés	15

⁴¹ Voir annexe IX.

⁴² Voir annexe X.

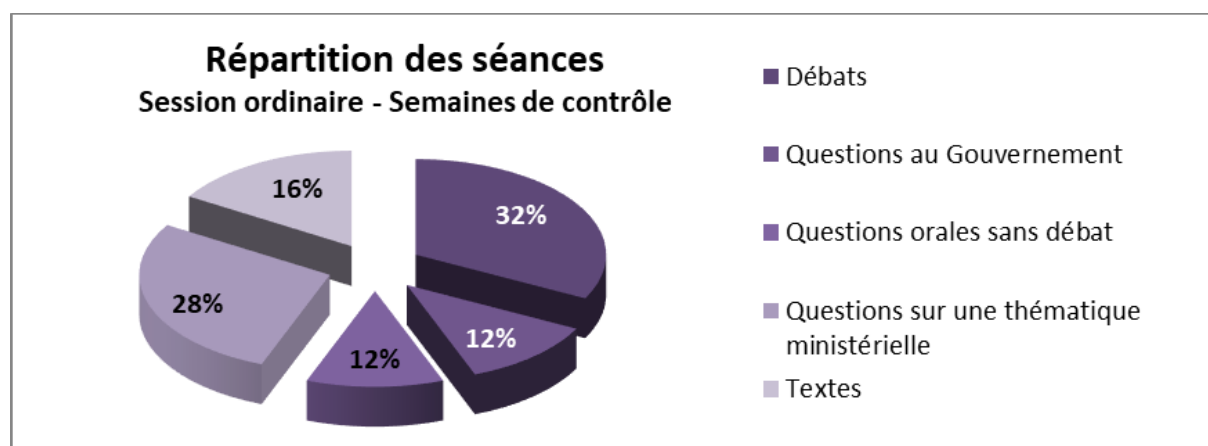
⁴³ Déclaration du Gouvernement relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19, suivie d'un débat et d'un vote, en application de l'art. 50-1 C..

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art. 48, al. 4 C. ⁽⁴⁴⁾ ⁽⁴⁵⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
29	105 h 05

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	14
Déclarations	-
Questions	22
• Questions au Gouvernement	5
• Questions orales sans débat	5
• Questions sur une thématique ministérielle	12
Examen des textes	7



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	5
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	-
Nombre de propositions de résolution	1
TOTAL Textes examinés	6

⁴⁴ Voir annexe IX.

⁴⁵ Voir annexe X.

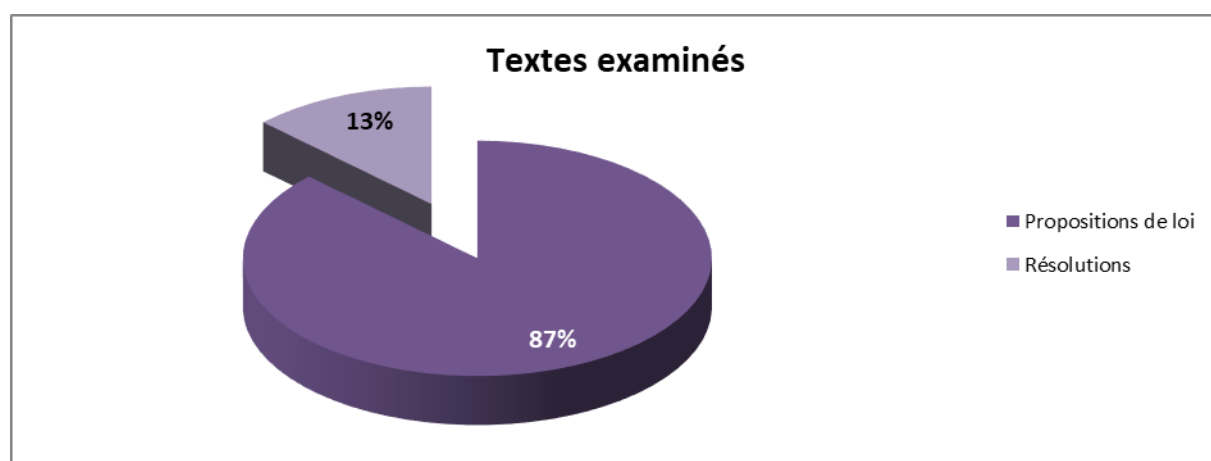
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'art. 48, al. 5 C. ⁽⁴⁶⁾⁽⁴⁷⁾

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
22	83 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	-
Questions	-
• Questions au Gouvernement	-
• Questions orales sans débat	-
• Questions sur une thématique ministérielle	-
Examen des textes	22

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	-
• Dont conventions	-
Nombre de propositions de loi	41 ⁽⁴⁸⁾
Nombre de propositions de résolution	6 ⁽⁴⁹⁾
TOTAL Textes examinés	47



⁴⁶ Voir annexe IX.

⁴⁷ Voir annexe X.

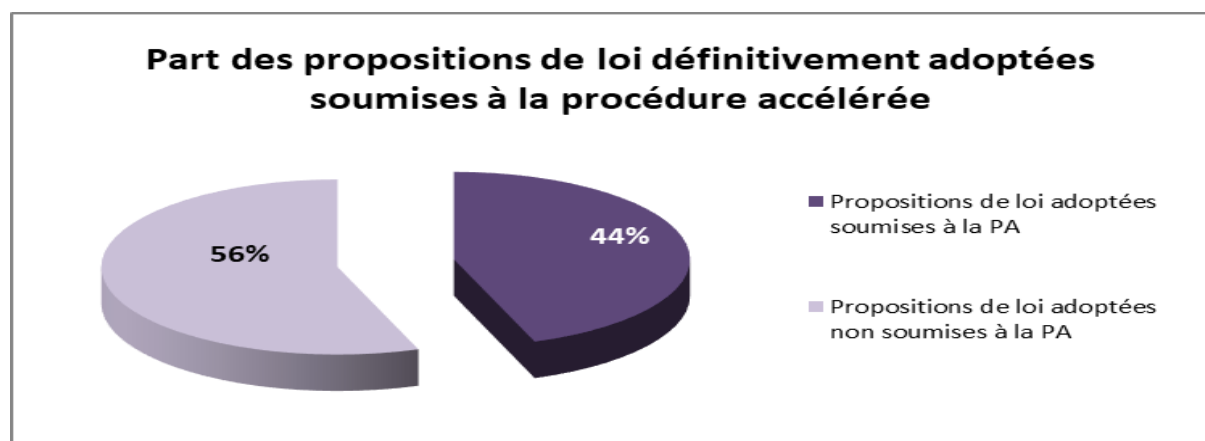
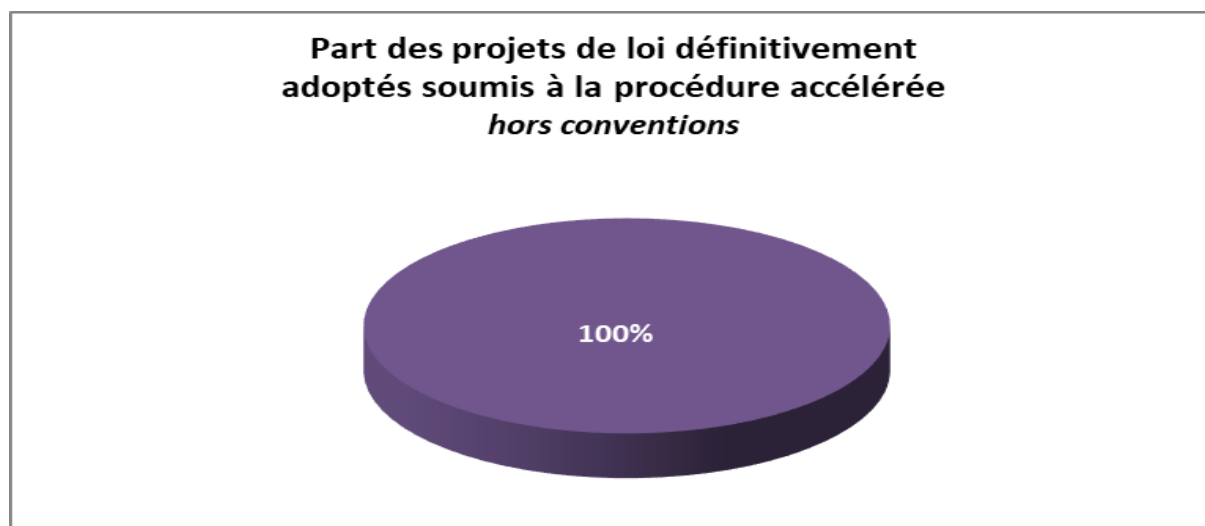
⁴⁸ Dont 20 propositions de loi rejetées et 19 adoptées.

⁴⁹ Dont 1 proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête (adoptée) et 5 propositions de résolution sur le fondement de l'art. 34-1 C. (rejetées).

4.2. Procédures accélérées

Engagées sur projets de loi	43 ⁽⁵⁰⁾
• <i>Dont conventions</i>	10
Engagées sur propositions de loi	6
TOTAL	49

Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée ⁽⁵¹⁾	27
• <i>Dont conventions</i>	3
Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	8
Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée hors conventions	77 % ⁽⁵²⁾



⁵⁰ Dont deux engagements de procédures accélérées sur des lettres rectificatives à des projets de loi.

⁵¹ Dont textes budgétaires.

⁵² 64 % des textes définitivement adoptés ont été soumis à la procédure accélérée en tenant compte des conventions.

4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.) ⁽⁵³⁾

Textes ayant fait l'objet d'une demande	21
Oppositions	7
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ^{(54) (55)}	14 ⁽⁵⁶⁾

4.4. Procédures de législation en commission (art. 107-1 R.)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	1 ⁽⁵⁷⁾	
Oppositions	-	
Étendue de la demande	Partielle	Intégrale
	-	1
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure ^{(54) (55)}	1	

⁵³ Voir annexe XII.

⁵⁴ Il s'agit d'adoptions simples et non pas définitives.

⁵⁵ Proposition de loi.

⁵⁶ Dont 1 rejet.

⁵⁷ Voir annexe XIII.

4.5. Temps législatif programmé (art. 49-5 R.)

4.5.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la Conférence des présidents a fixé une durée maximale d'examen	1 ⁽⁵⁸⁾
Temps maximal alloué	50 h
Temps minimal alloué	25 h

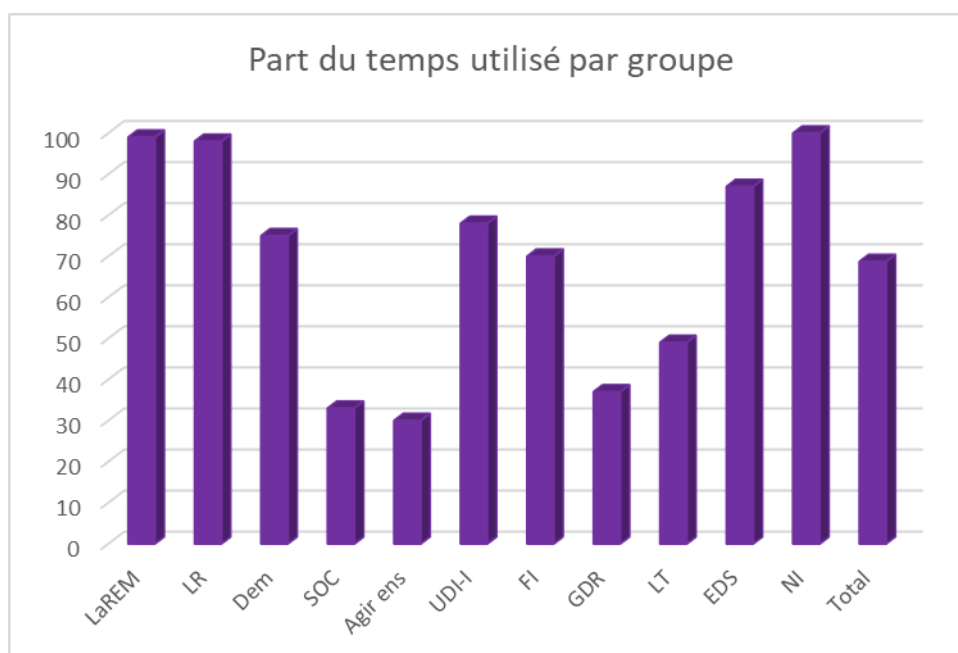
Groupes	Répartition (en moyenne)
La République en Marche	21 %
Les Républicains	24 %
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	7 %
Socialistes et apparentés	11 %
Agir ensemble	2 %
UDI et Indépendants	8 %
La France insoumise	9 %
Gauche démocrate et républicaine	9 %
Libertés et Territoires	5 %
Écologie Démocratie Solidarité	2 %
Non inscrits	2 %

4.5.2. Part du temps utilisé par groupe ⁽⁵⁹⁾

Groupes	Temps de parole utilisé (en moyenne)
La République en Marche	99 %
Les Républicains	98 %
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	75 %
Socialistes et apparentés	33 %
Agir ensemble	30 %
UDI et Indépendants	78 %
La France insoumise	70 %
Gauche démocrate et républicaine	37 %
Libertés et Territoires	49 %
Écologie Démocratie Solidarité	87 %
Non inscrits	100 %
Moyenne du temps utilisé par les groupes	69 %

⁵⁸ Voir annexe XIV.

⁵⁹ Hors temps supplémentaires, temps accordés aux présidents de groupes et temps accordés aux référents.



4.6. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	28	6	-
Renvoi en commission	-	-	-
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	-	-	-

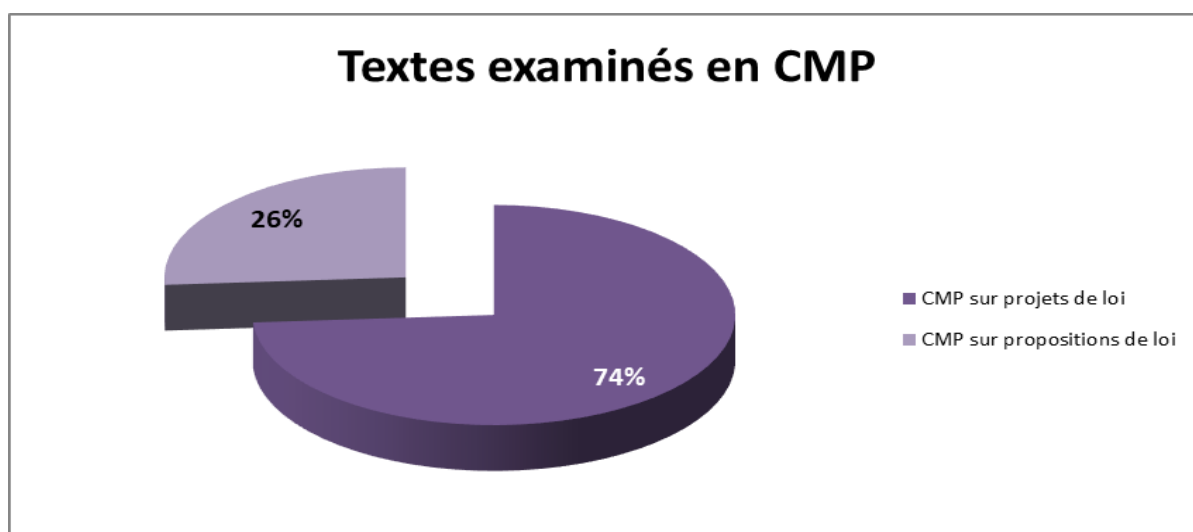
4.7. Secondes délibérations

Demandes :	
• du Gouvernement	9
• d'une commission	2
• d'un député	-

4.8. Commissions mixtes paritaires ⁽⁶⁰⁾

4.8.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture <i>(procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)</i>	17	5	22
Après deuxième lecture	-	1	1
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	17	6	23

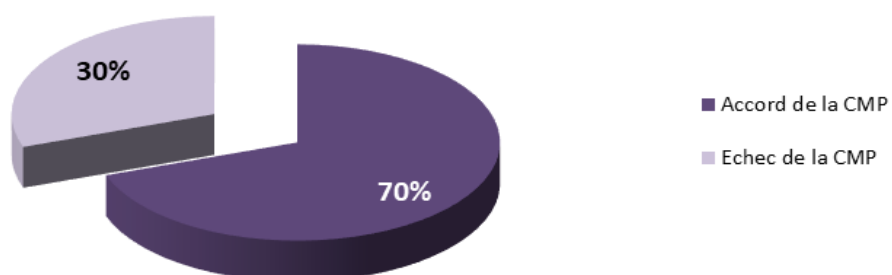


⁶⁰ Voir annexe XV.

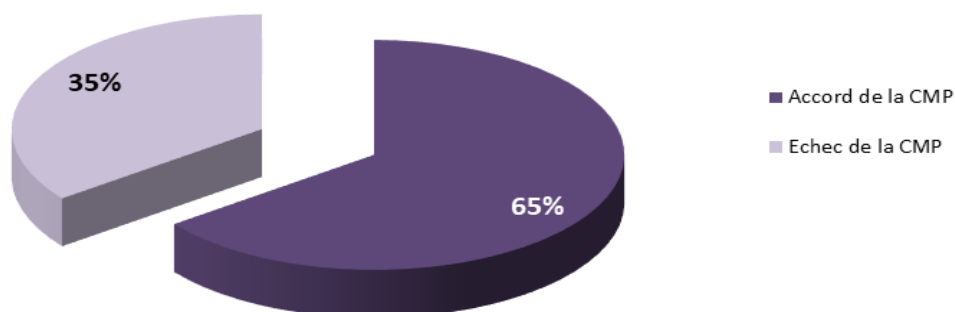
4.8.2. Issue des commissions mixtes paritaires

	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	11	5	16
Échec	6	1	7
TOTAL	17	6	23

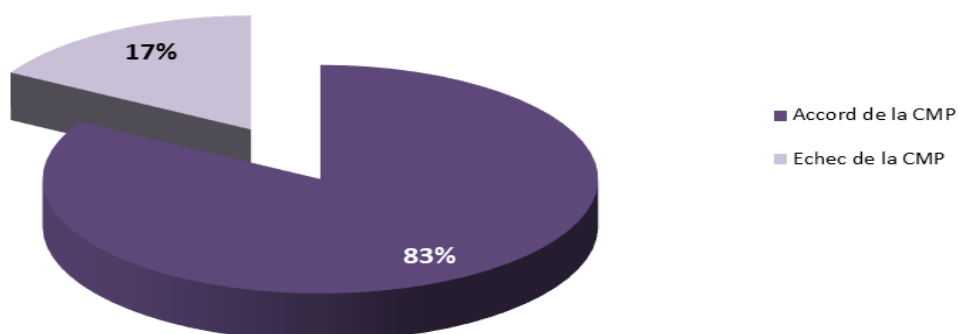
Issue des commissions mixtes paritaires



Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.8.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure ⁽⁶¹⁾

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	11	5	16
• Avec amendements	-	1	1
• Sans amendement	11	4	15
Textes restant en instance au 30 septembre 2020	-	-	-
TOTAL	11	5	16

4.8.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

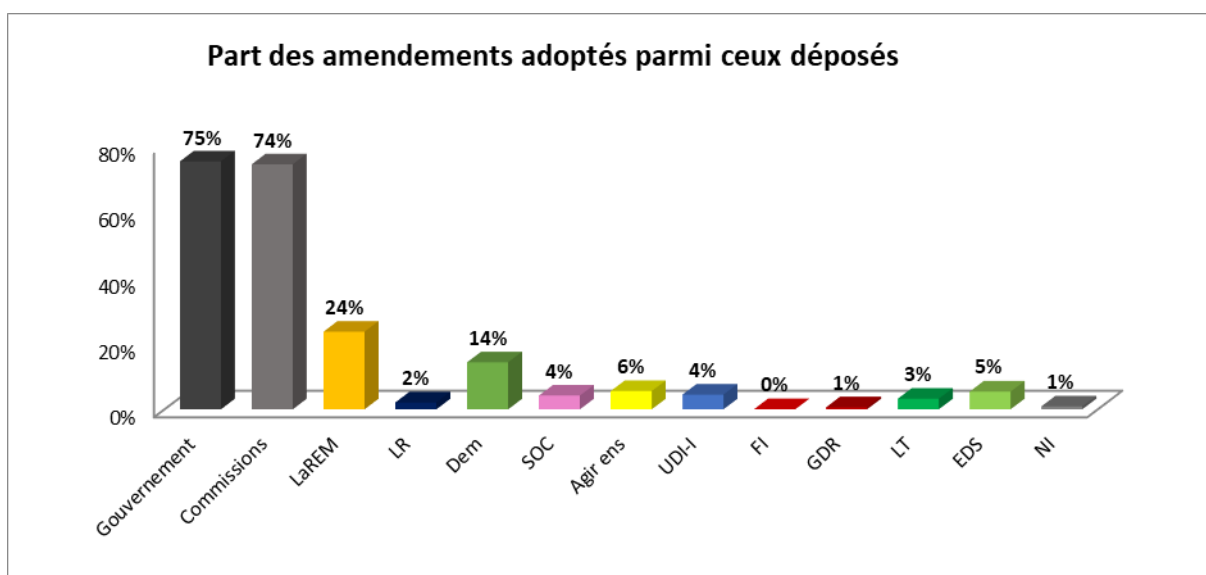
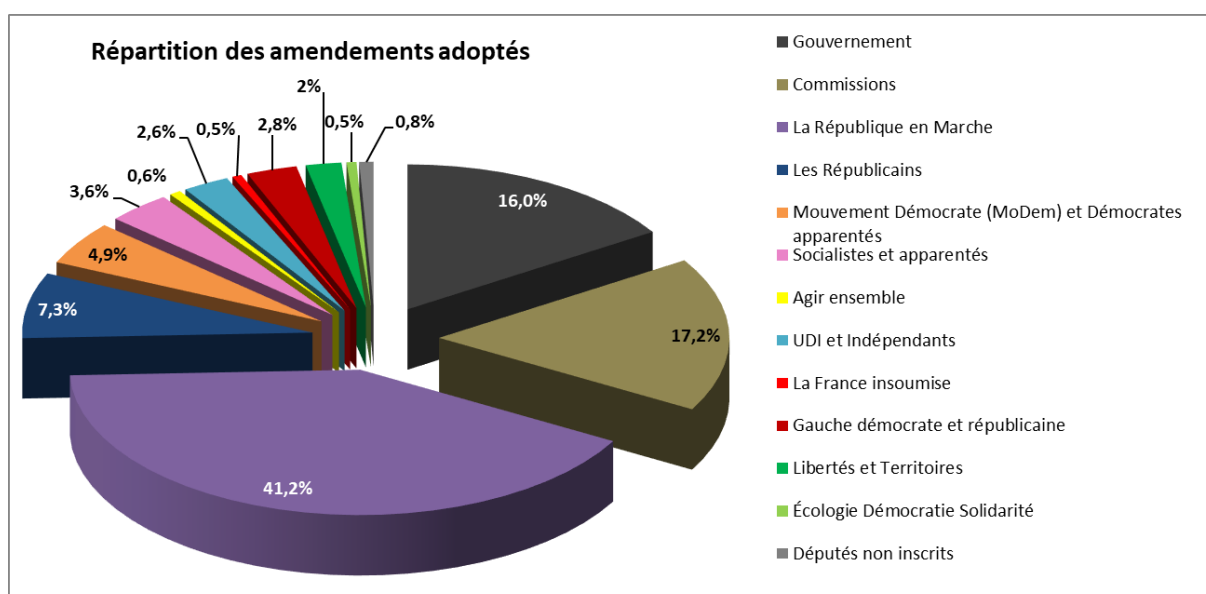
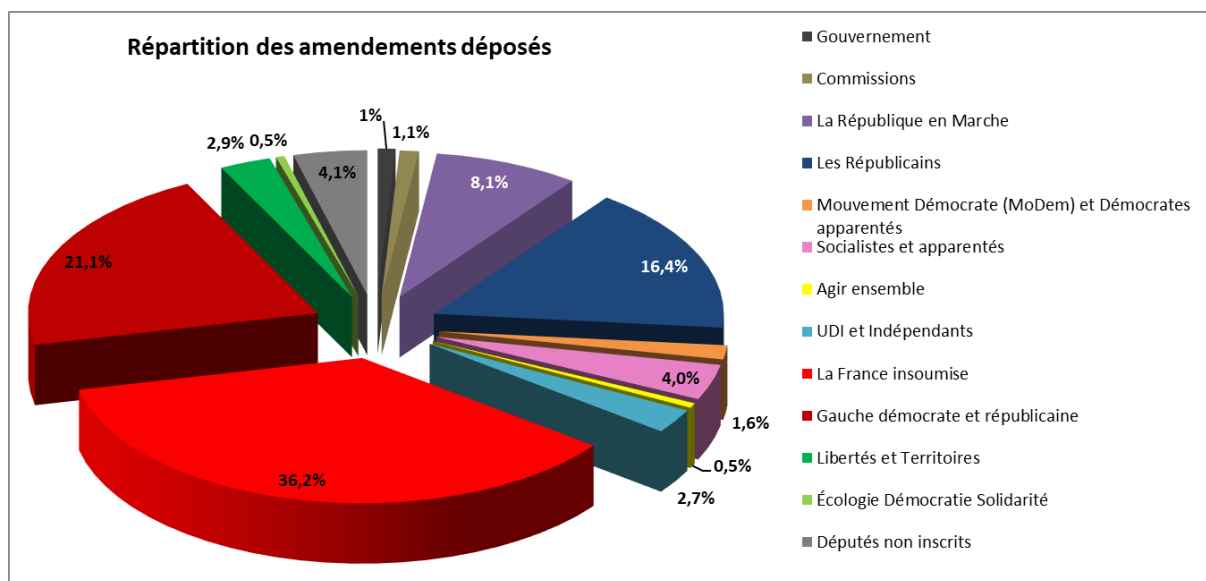
	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
Adoption en lecture définitive			
• Dernier texte de l'AN avec amendements	1	1	2
• Dernier texte de l'AN sans amendement	5	-	5
• Texte CMP	-	-	-
Textes restant en instance au 30 septembre 2020	-	-	-
TOTAL	6	1	7

⁶¹ Les données sont arrêtées telles que disponibles au 30 septembre 2020.

4.9. Amendements

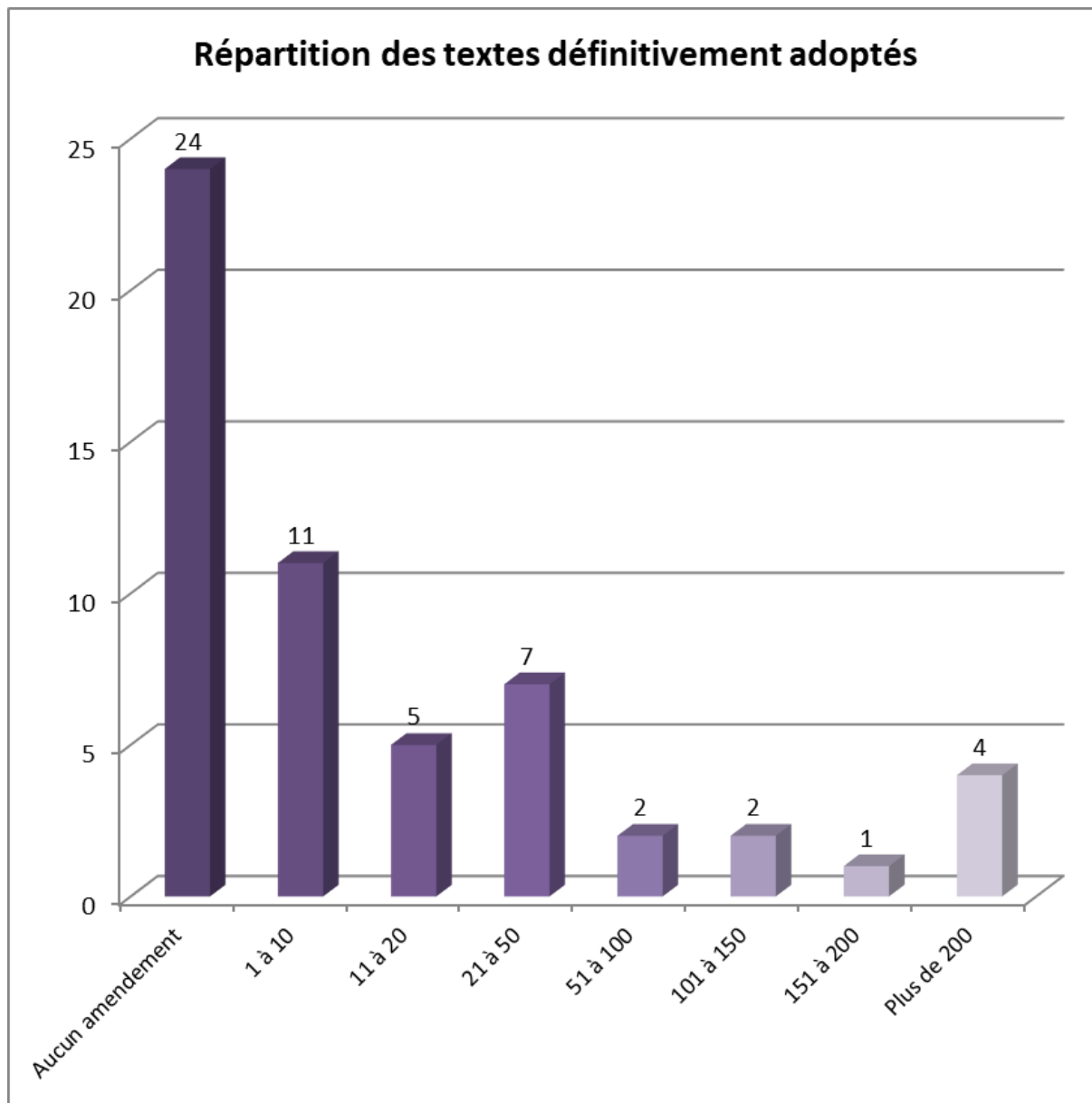
4.9.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

Amendements transmis à la Présidence		Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 40 C.	Recevables au titre de l'art. 40 C.	Retirés avant discussion	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Gouvernement		698		698	94	521	75 %
Commissions		756	2	754	26	562	74 %
Députés (auteur ou premier signataire)	La République en Marche	5 732	625	5 107	1 006	1 359	24 %
	Les Républicains	11 554	1 343	10 211	1 424	241	2 %
	Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	1 116	94	1 022	194	161	14 %
	Socialistes et apparentés	2 798	215	2 583	324	122	4 %
	Agir ensemble	379	25	354	167	17	4 %
	UDI et Indépendants	1 907	291	1 616	377	84	4 %
	La France insoumise	25 571	2 118	23 453	1 244	17	0 %
	Gauche démocrate et républicaine	14 879	1 443	13 436	630	93	1 %
	Libertés et Territoires	2 021	246	1 775	333	64	3 %
	Écologie Démocratie Solidarité	335	23	312	43	18	5 %
	Non inscrits	2 908	238	2 670	463	27	1 %
	TOTAL	70 654	6 663	63 991	6 325	3 286	5 %



4.9.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés (⁶²)	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	24 (⁶³)	11	5	7	2	2	1	4	56



⁶² Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁶³ Dont 14 conventions internationales.

4.9.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ⁽⁶⁴⁾⁽⁶⁵⁾⁽⁶⁶⁾

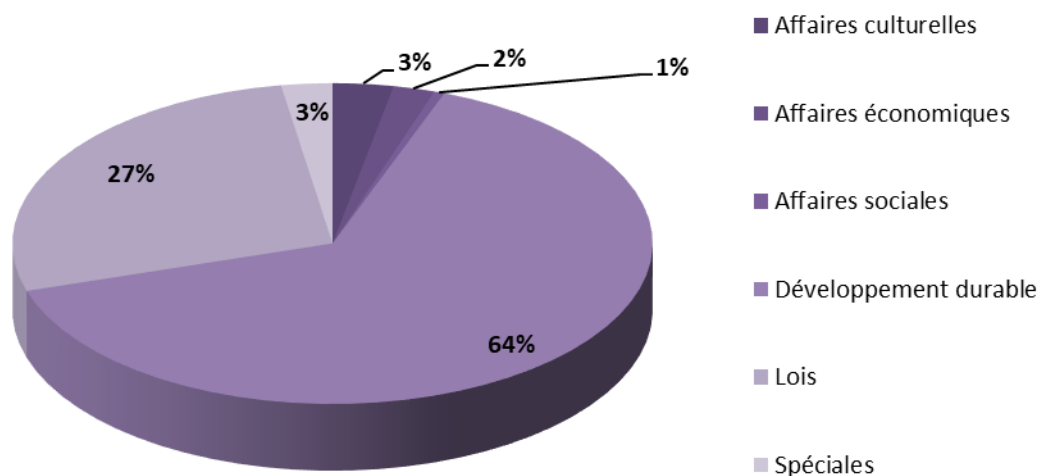
Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	1	125	50	102	22
	Propositions	1	201	40	123	31
Affaires économiques	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	3	224	50	332	41
Affaires étrangères	Projets	14	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	4	56	19	160	32
Défense	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	2	6876	1277	7057	798
	Propositions	-	-	-	-	-
Finances	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	11	1967	320	2724	250
	Propositions	10	933	254	1274	188
Spéciales	Projets	3	275	53	702	99
	Propositions	-	-	-	-	-

⁶⁴ Voir aussi annexe VIII.

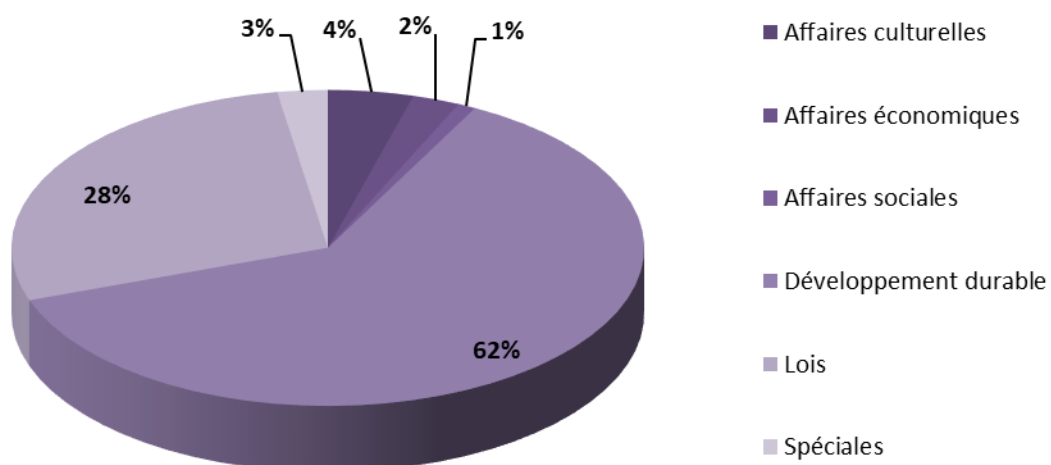
⁶⁵ Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

⁶⁶ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'art. 42 al. 2 C., sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

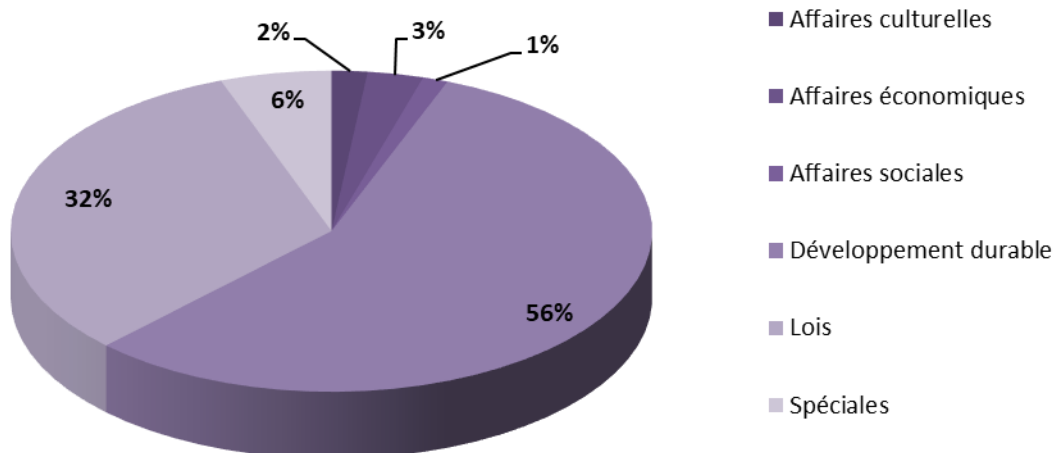
Répartition des amendements déposés en commission



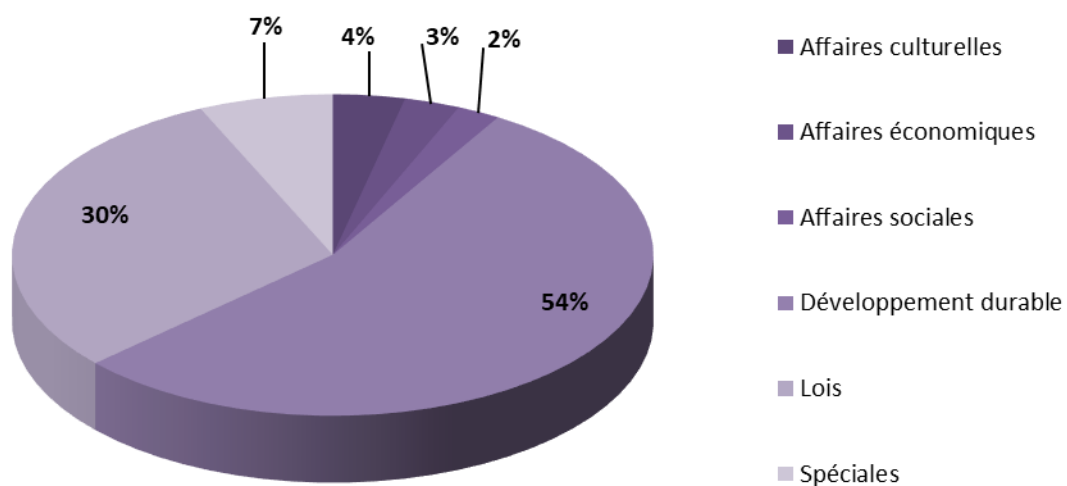
Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en séance



4.10. Votes bloqués

- Nombre de demandes	-
----------------------	---

4.11. Scrutins publics

- Solennels (décidés en Conférence des présidents en application de l'art.65-1 du Règlement) ⁽⁶⁷⁾	43
- Sur la prolongation d'une intervention des forces armées (en application de l'art. 35 C.)	-
- Sur des motions de procédure	7
- Sur le passage à la discussion des articles	-
- Sur une demande de constitution de commission spéciale	1
- Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- Scrutins ordinaires sur des textes	746
TOTAL	803

- scrutins secrets	-
• à la tribune	-
• dans les salles voisines de la salle des séances	-
- scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁶⁸⁾	4
• à l'Assemblée nationale	4
• au Congrès du Parlement	-
- vérifications du quorum	2

⁶⁷ Voir annexe XVI.

⁶⁸ Voir annexe XVI.

4.12. Incidents de séance

- Rappels au règlement	518
- Faits personnels	19
- Rappels à l'ordre	2

4.13. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽⁶⁹⁾

- Application de l'art. 37, al. 2 C.	10
- Application de l'art. 39 C.	-
- Application de l'art. 41 C.	-
- Application de l'art. 54 C.	-
- Application de l'art. 59 C.	-
- Application de l'art. 61, al. premier C.	6
<i>dont lois organiques</i>	6
<i>dont règlements des Assemblées</i>	-
- Application de l'art. 61, al. 2, C.	10
- Application des art. 74 et 74-1 C.	-
- Application de l'art. 11 C.	1

⁶⁹ Voir annexe XVII.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats ⁽⁷⁰⁾

Tenus à la demande du Gouvernement <i>- dont suivis d'un vote</i>	4 2
Tenus à la demande des commissions	-
Tenus à la demande d'un groupe politique	18
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	-
Tenus à la demande de la Conférence des présidents	1

⁷⁰ Voir annexe XVIII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6.

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure ⁽⁷¹⁾

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'art. 49, al. 1 ^{er} , C.	1
<i>sur son programme</i>	-
<i>sur une déclaration de politique générale</i>	1
Application de l'art. 49, al. 3, C.	1

6.2. Motions de censure

En application de l'art. 49, al. 2, C.	-
En application de l'art. 49, al. 3, C.	2

⁷¹ Voir annexe XIX.

7.

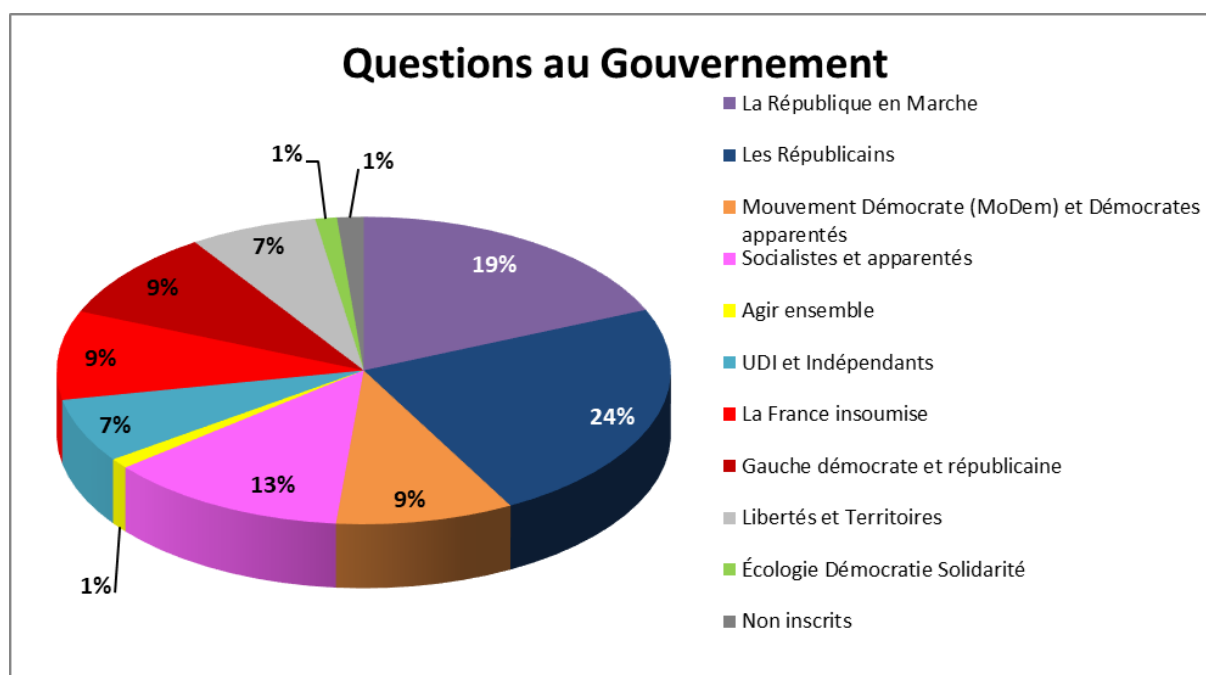
QUESTIONS

7. Questions ⁽⁷²⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (44 séances)

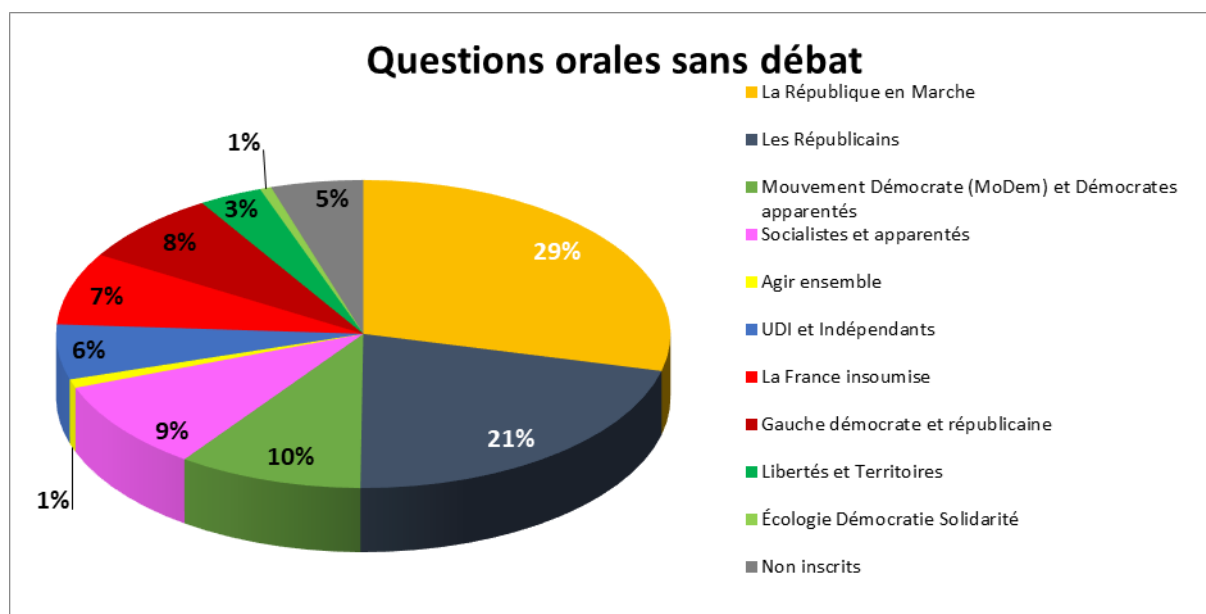
Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	212
Les Républicains	269
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	107
Socialistes et apparentés	145
Agir ensemble	12
UDI et Indépendants	77
La France insoumise	107
Gauche démocrate et républicaine	108
Libertés et Territoires	77
Écologie Démocratie Solidarité	13
Non inscrits	16
Total	1 143



⁷² Voir annexes XX et XXI.

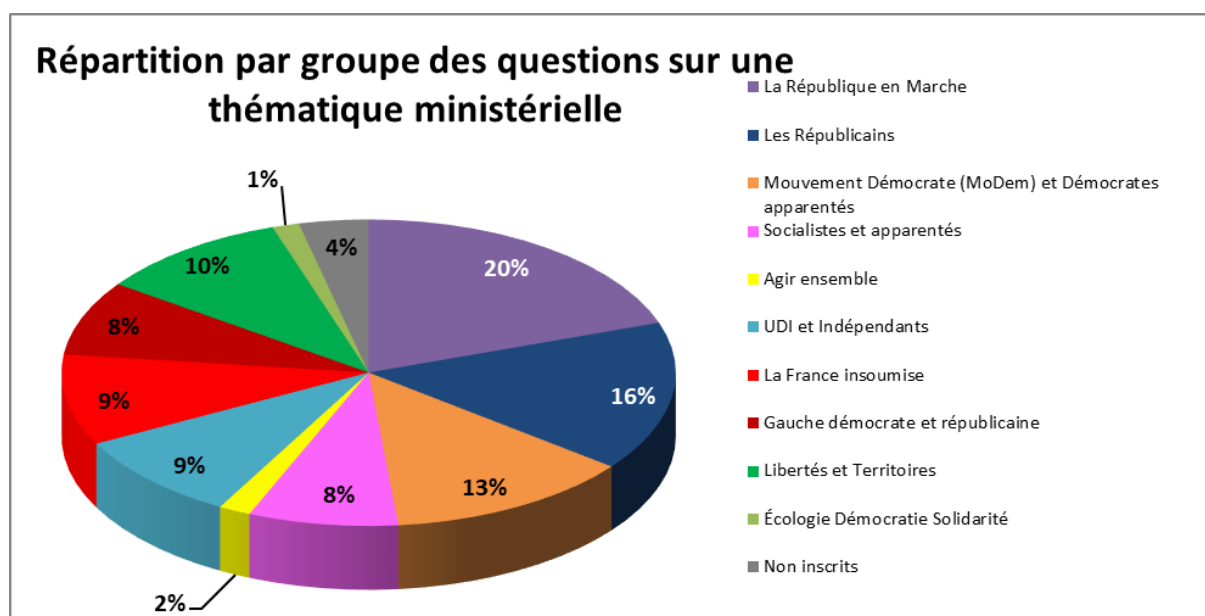
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (9 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	80
Les Républicains	62
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	28
Socialistes et apparentés	28
Agir ensemble	3
UDI, Agir et Indépendants	17
La France insoumise	22
Gauche démocrate et républicaine	23
Libertés et Territoires	11
Écologie Démocratie Solidarité	2
Non inscrits	12
Total	288



7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle (9 séances)⁽⁷³⁾

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	70
Les Républicains	56
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	46
Socialistes et apparentés	28
Agir ensemble	6
UDI, Agir et Indépendants	33
La France insoumise	34
Gauche démocrate et républicaine	28
Libertés et Territoires	36
Écologie Démocratie Solidarité	5
Non inscrits	13
Total	355



⁷³ Voir annexe XX

7.2. Questions écrites

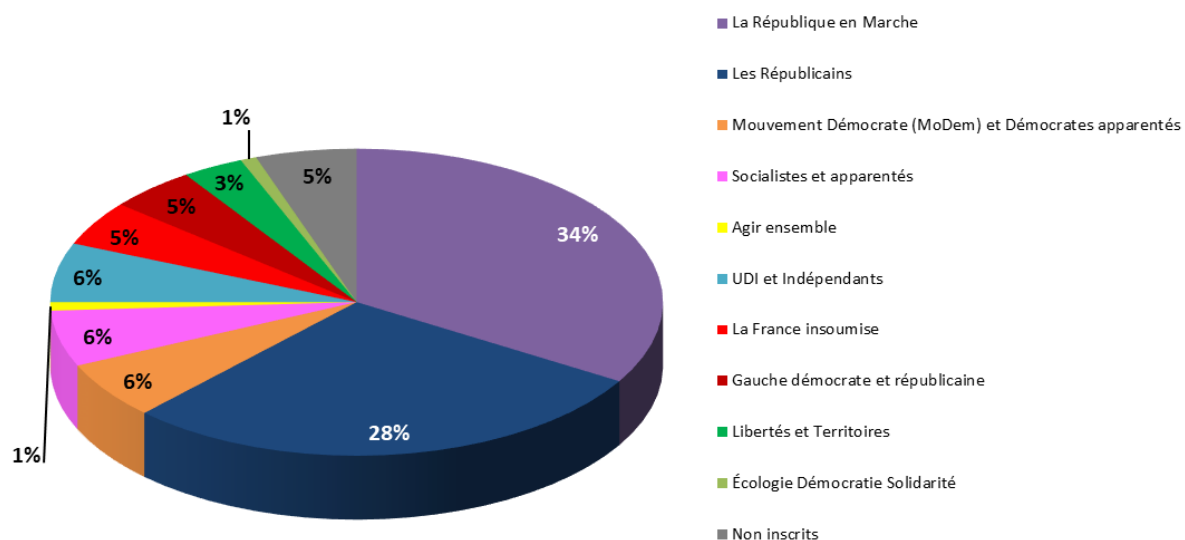
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses ⁽⁷⁴⁾

Groupes	Nombre de questions ⁽⁷⁵⁾	Nombre de réponses
La République en Marche	3 126	2 311
Les Républicains	2 655	1 899
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	562	357
Socialistes et apparentés	548	371
Agir ensemble	82	9
UDI et Indépendants	581	423
La France insoumise	441	301
Gauche démocrate et républicaine	428	260
Libertés et Territoires	301	219
Écologie Démocratie Solidarité	79	12
Non inscrits	496	269
Total	9 299	6 431

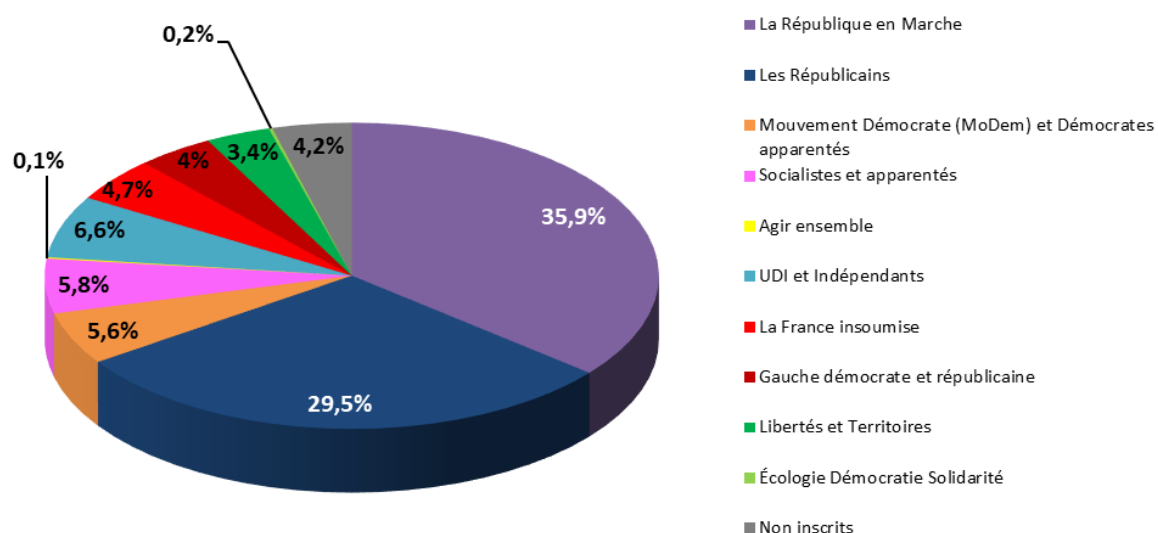
⁷⁴ Voir annexe XXI.

⁷⁵ La Conférence des présidents du mardi 24 septembre 2019 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020.

Répartition des questions écrites par groupe



Répartition des réponses obtenues par groupe

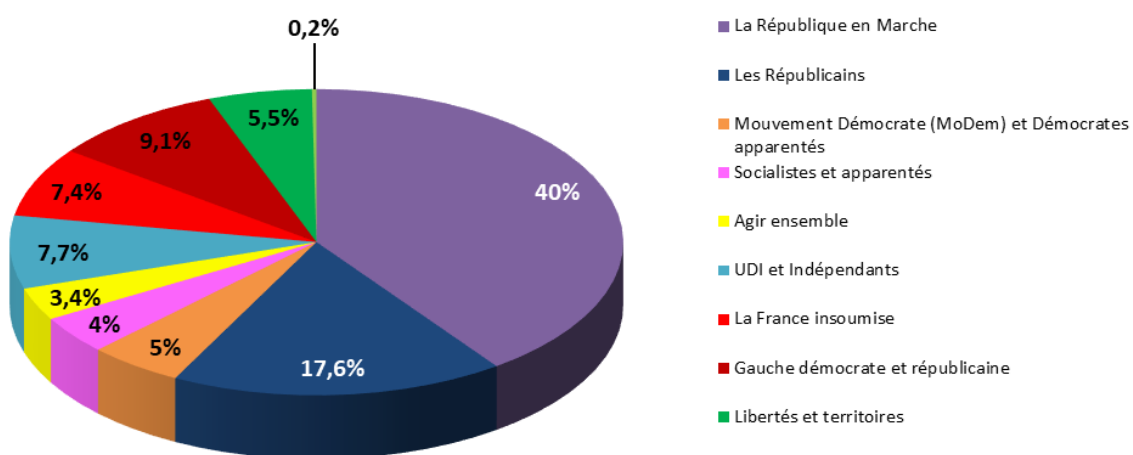


7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (41 semaines)

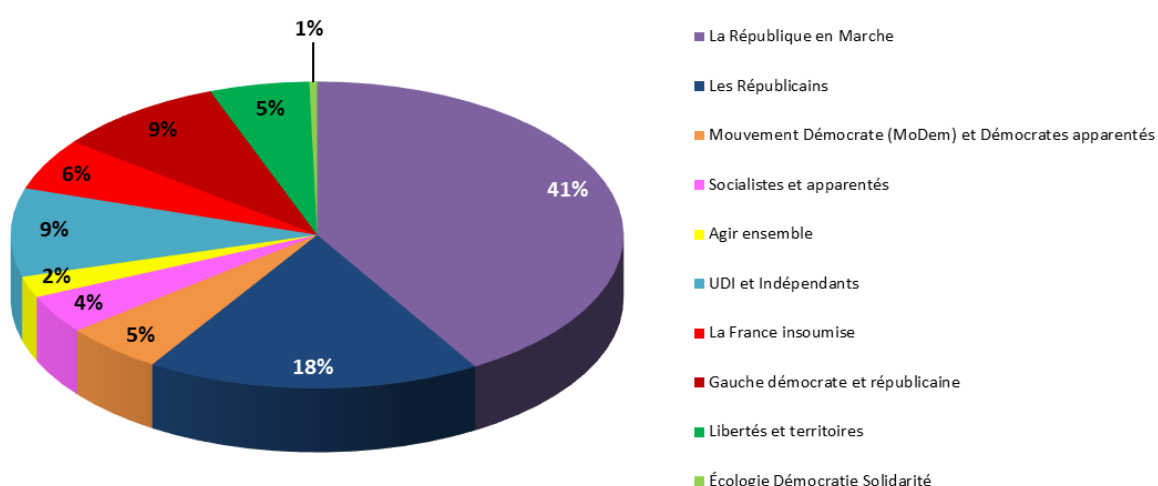
(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
La République en Marche	337	204
Les Républicains	148	87
Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés	42	26
Socialistes et apparentés	34	20
Agir ensemble	29	11
UDI et Indépendants	65	46
La France insoumise	62	27
Gauche démocrate et républicaine	77	44
Libertés et territoires	46	26
Écologie Démocratie Solidarité	2	2
Total	842	493

Répartition des questions écrites signalées par groupe



Répartition des réponses aux questions écrites signalées par groupe



ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	J.O. L.D.	Circonscription
Nomination au Gouvernement le 3 septembre 2019 et remplacement par son suppléant le 4 octobre 2019	M. Jean-Baptiste Djebbari	M. Pierre Venteau	05.10.2019	Haute-Vienne (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement le 17 décembre 2019 et remplacement par sa suppléante le 18 janvier 2020	M. Laurent Pietraszewski	Mme Florence Morlighem	19.01.2020	Nord (11 ^{ème})
Élections européennes de juin 2019, décision du Conseil d'État confirmant les résultats et remplacement par son suppléant	M. Gilbert Collard	M. Nicolas Meizonnet	08.02.2020	Gard (2 ^{ème})
Décès le 11 février 2020 et remplacement par sa suppléante	M. François André	Mme Claudia Rouaux	12.02.2020	Ille-et-Vilaine (3 ^{ème})
Nomination au Gouvernement le 16 février 2020 et remplacement par sa suppléante	M. Olivier Véran	Mme Camille Galliard-Minier	18.03.2020	Isère (1 ^{ère})
Décès le 29 mars 2020 et remplacement par sa suppléante	M. Jean-François Cesarini	Mme Souad Zitouni	31.03.2020	Vaucluse (1 ^{ère})
Décès le 28 mai 2020 et remplacement par sa suppléante	M. Claude Goasguen	Mme Sandra Boëlle	29.05.2020	Paris (14 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Christophe Bouillon	M. Bastien Coriton	18.06.2020	Seine-Maritime (5 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Patrice Verchère	Mme Nathalie Serre	18.06.2020	Rhône (8 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	M. Bastien Coriton	-	24.06.2020	Seine-Maritime (5 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	Mme Valérie Lacroute	Mme Sylvie Bouchet Bellecourt	24.06.2020	Seine-et-Marne (2 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Francis Vercamer	Mme Valérie Six	24.06.2020	Nord (7 ^{ème})

Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	M. Luc Carvounas	- ⁽⁷⁶⁾	25.06.2020	Val-de-Marne (9 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Laurent Furst	M. Philippe Meyer	30.06.2020	Bas-Rhin (6 ^{ème})
Démission volontaire le 6 juillet 2020	Mme Nadia Hai	-	07.07.2020	Yvelines (11 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	Mme Huguette Bello	- ⁽⁷⁷⁾	09.07.2020	La Réunion (2 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	Mme Ericka Bareigts	M. Philippe Naillet	14.07.2020	La Réunion (1 ^{ère})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Sébastien Leclerc	Mme Nathalie Porte	29.07.2020	Calvados (3 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	M. Eric Straumann	- ⁽⁷⁸⁾	30.07.2020	Haut-Rhin (1 ^{ère})
Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	M. Jean-Charles Taugourdeau	- ⁽⁷⁹⁾	04.08.2020	Maine-et-Loire (3 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Gilles Lurton	M. Jean-Luc Bourgeaux	02.08.2020	Ille-et-Vilaine (7 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Jean-Louis Masson	Mme Edith Audibert	04.08.2020	Var (3 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Joaquim Pueyo	Mme Chantal Jourdan	04.08.2020	Orne (1 ^{ère})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par sa suppléante	M. Louis Aliot	Mme Catherine Pujol	04.08.2020	Pyrénées-Orientales (2 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	Mme Emmanuelle Fontaine-Domeizel	M. Christophe Castaner	05.08.2020	Alpes-de-Haute-Provence (2 ^{ème})
Fin des fonctions gouvernementales	M. Pascal Lavergne	Mme Christelle Dubos	05.08.2020	Gironde (12 ^{ème})

⁷⁶ Mme Sarah Taillebois, suppléante de M. Carvounas, démissionne le même jour.

⁷⁷ M. Olivier Hoarau, suppléant de Mme Bello, démissionne le même jour.

⁷⁸ Mme Brigitte Klinkert, suppléante de M. Straumann, démissionne le même jour.

⁷⁹ Mme Elisabeth Marquet, suppléante de M. Taugourdeau, démissionne le même jour.

Fin des fonctions gouvernementales	M. Adrien Morenas	Mme Brune Poirson	05.08.2020	Vaucluse (3 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Franck Marlin	M. Bernard Bouley	06.08.2020	Essonne (2 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et remplacement par son suppléant	M. Daniel Fasquelle	M. Robert Therry	06.08.2020	Pas-de-Calais (4 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par sa suppléante	Mme Barbara Pompili	Mme Cécile Delpirou	08.08.2020	Somme (2 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Brigitte Bourguignon	M. Ludovic Loquet	08.08.2020	Pas-de-Calais (6 ^{ème})
Prolongation mission temporaire au-delà de la période des 6 mois	M. Jacques Savatier	Mme Françoise Ballet-Blu	26.08.2020	Vienne (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Bérangère Abba	M. Sylvain Templier	28.08.2020	Haute-Marne (1 ^{ère})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Nathalie Elimas	M. David Corceiro	28.08.2020	Val-d'Oise (6 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par son suppléant	Mme Sarah El Haïry	M. Luc Geismar	28.08.2020	Loire-Atlantique (5 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par sa suppléante	Mme Olivia Grégoire	Mme Marie Silin	28.08.2020	Paris (12 ^{ème})
Nomination au Gouvernement et remplacement par sa suppléante	M. Joël Giraud	Mme Claire Bouchet	28.08.2020	Hautes-Alpes (2 ^{ème})
Election partielle le 27.09.2020	Mme Nadia Hai	M. Philippe Benassaya	29.09.2020	Yvelines (11 ^{ème})
Election partielle le 27.09.2020	M. Jean-Charles Taugourdeau	Mme Anne-Laure Blin	29.09.2020	Maine-et-Loire (3 ^{ème})
Election partielle le 27.09.2020	M. Eric Straumann	M. Yves Hemedinger	29.09.2020	Haut-Rhin (1 ^{ère})
Election partielle le 27.09.2020	Mme Huguette Bello	Mme Karine Lebon	29.09.2020	La Réunion (2 ^{ème})
Election partielle le 27.09.2020	M. Bastien Coriton	M. Gérard Leseul	29.09.2020	Seine-Maritime (5 ^{ème})
Election partielle le 27.09.2020	M. Luc Carvounas	Mme Isabelle Santiago	29.09.2020	Val-de-Marne (9 ^{ème})
Démission pour cause d'incompatibilité et siège vacant	M. Ludovic Loquet	-	29.09.2020	Pas-de-Calais (6 ^{ème})

1 siège vacant au 30 septembre 2020 ⁽⁸⁰⁾

⁸⁰ Suite à la démission de M. Ludovic Loquet, nécessitant une élection partielle.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Erwan Balanant	Ministre de la justice Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse	Lutte contre le harcèlement scolaire	25.11.2019 24.05.2020
M. Alexandre Holroyd	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire Ministre de l'économie et des finances	Évaluation des meilleures pratiques en matière de finance verte et d'organisation des places financières dans l'Union européenne	05.12.2019 04.06.2020
M. Loïc Dombreval	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Bien-être des animaux de compagnie	20.12.2019 19.06.2020
Mme Anne-Laure Cattelot	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	La forêt et la filière bois dans un contexte de changement climatique	21.01.2020 ⁽⁸¹⁾ 20.07.2020
M. Michel Fanget	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Coordination des actions diplomatiques de la France et du Saint-Siège	21.01.2020 ⁽⁸¹⁾ 20.07.2020
M. Benjamin Dirx	Ministre des sports	Mise en œuvre de la nouvelle organisation territoriale du sport	30.01.2020 ⁽⁸¹⁾ 29.07.2020
M. Olivier Damaisin	Ministre de l'agriculture et de l'alimentation Ministre des solidarités et de la santé	Prévention et accompagnement des difficultés rencontrées par les agriculteurs	21.02.2020 ⁽⁸¹⁾ 20.08.2020
M. Jacques Savatier	Ministre des solidarités et de la santé Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Articulation des politiques sectorielles visant à renforcer la cohésion des territoires	24.02.2020 ⁽⁸¹⁾ - ⁽⁸²⁾
Mme Alexandra Louis	Garde des sceaux, ministre de la justice Secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes	Évaluation de la loi n° 2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	27.02.2020 ⁽⁸¹⁾ 26.08.2020
M. Bruno Millienne	Ministre de la transition écologique et solidaire Ministre des outre-mer Secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports	Réglementation des voitures de transport avec chauffeur en outre-mer	28.02.2020 ⁽⁸¹⁾ 27.08.2020

⁸¹ Mission maintenue par lettre du Premier ministre Jean Castex en date du 13 juillet 2020.

⁸² Prolongation par décret du 6 août 2020 ; mandat clos le 24 août 2020.

M. Max Mathiasin	Ministre de la transition écologique et solidaire Ministre des outre-mer Secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports	Réglementation des voitures de transport avec chauffeur en outre-mer	28.02.2020 ⁽⁸¹⁾ 27.08.2020
Mme Cathy Racon-Bouzon	Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales Ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement	Lutte contre les punaises de lit	05.03.2020 ⁽⁸¹⁾ 04.09.2020
M. Lionel Causse	Ministre de l'action et des comptes publics Secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites	Prise en compte des petites pensions	11.03.2020 ⁽⁸¹⁾ 10.09.2020
M. Nicolas Turquois	Ministre de l'action et des comptes publics Secrétaire d'Etat auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites	Prise en compte des petites pensions	11.03.2020 ⁽⁸¹⁾ 10.09.2020
Mme Céline Calvez	Ministre de la culture Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations	Représentation des femmes dans les médias pendant l'épidémie de covid-19	24.04.2020 ⁽⁸¹⁾ <i>En cours</i>
M. Jean-René Cazeneuve	Ministre de l'action et des comptes publics Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales	Conséquences de l'épidémie de covid-19 sur les finances des collectivités territoriales	04.05.2020 ⁽⁸¹⁾ 03.08.2020
M. Eric Bothorel	Ministre de l'économie, des finances et de la relance Ministre des solidarités et de la santé Ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation	Politique de la donnée et des codes sources	22.06.2020 ⁽⁸¹⁾ <i>En cours</i>
M. Guillaume Vuilletet	Ministre des outre-mer	Place des outre-mer dans l'environnement régional dans le contexte de la pandémie de covid-19	24.06.2020 ⁽⁸¹⁾ <i>En cours</i>
M. Benjamin Griveaux	Ministre des solidarités et de la santé Ministre de l'agriculture et de l'alimentation	Moyens d'assurer aux jeunes une meilleure alimentation accessible à tous	02.08.2020 <i>En cours</i>
M. Nicolas Démoulin	Ministre de la transition écologique Ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement	Prévention des expulsions locatives	14.09.2020 <i>En cours</i>

Annexe III ⁽⁸³⁾

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La politique d'achat des hôpitaux	14	22 h 15	-	46	N° 2496 11.12.2019
Le dossier médical partagé et les données numériques de santé	26	29 h 30	-	71	N° 3231 22.07.2020
La chirurgie ambulatoire	27	32 h 10	-	82	N° 3350 23.09.2020

⁸³ Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate	- Affaires économiques - Affaires sociales - Développement durable	27.09.2018	34	40 h 25	5	58	N° 2406 12.11.2019
Les perturbateurs endocriniens présents dans les contenants en plastique	- Affaires sociales - Développement durable	5.02.2019	47	70 h 20	-	151	N° 2483 4.12.2020
Le régime des interdictions de stade et le supportérisme	- Affaires culturelles - Lois	19.06.2019	22	21 h 55	-	82	N° 2984 22.05.2020
L'évaluation de la loi renseignement	- Défense - Lois	30.10..2019	17	17 h 00	-	18	N° 3190 8.07.2020
L'identité numérique	- Affaires économiques - Lois	30.10.2019	38	39 h 50	1	103	N° 3069 10.06.2020
La réglementation et l'impact des différents usages du cannabis	- Affaires culturelles - Affaires économiques - Affaires sociales - Développement durable - Finances - Lois	14.01.2020	35	48 h 40	-	118	<i>En cours</i>
La revalorisation des friches industrielles, commerciales et administratives	- Affaires économiques - Développement durable	27.05.2020	18	18 h 30	-	41	<i>En cours</i>
Les moyens de juguler les entraves et obstructions opposées à l'exercice de certaines activités légales	- Affaires économiques - Développement durable - Lois	01.07.2020	11	13 h 00	-	23	<i>En cours</i>
Les chambres d'agriculture et à leur financement	- Affaires économiques Finances	24.06.2020	14	12 h 45	2	22	<i>En cours</i>

Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	01.08.2017	03.10.2017	22	23 h 05	1	20	<i>En cours</i>
Adaptation de la politique familiale française aux défis de la société du XXI ^e siècle	25.06.2019	17.07.2019	20	13 h 30	1	21	N° 3168 01.07.2020
Concrétisation des lois	16.07.2019	02.10.2019	23	24 h 10	1	45	N° 3227 21.07.2020
Incendie d'un site industriel à Rouen	02.10.2019	09.10.2019	37	50 h	3	140	N° 2689 12.02.2020
Émergence et l'évolution des différentes formes de racisme et les réponses à y apporter	03.12.2019	25.06.2020	33	38 h 45	-	65	<i>En cours</i>
Impact, la gestion et les conséquences dans toutes ses dimensions de l'épidémie de Coronavirus-Covid 19 en France ⁸⁴	24.03.2020	01.04.2020	65	137 h 10	10	104	<i>En cours</i>
« Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne »	07.07.2020	17.09.2020	1	0 h 25	-	-	<i>En cours</i>

⁸⁴ Dotée des prérogatives d'une commission d'enquête (Débat lors de la 1^{ère} séance publique du 2 juin 2020).

Annexe IV

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
19.09.2019	Président du directoire de la SNCF	M. Jean-Pierre Farandou	Développement durable	Favorable (20 pour, 0 contre) JO du 03.10.2019	09.10.2019 JO du 10.10.2019
10.10.2019	Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires	M. Yves Le Breton	Développement durable	Favorable (20 pour, 0 contre) JO du 07.11.2019	23.12.2019 JO du 24.12.2019
08.11.2019	Directeur général de l'Office national des forêts	M. Bertrand Munch	Affaires économiques	Favorable (21 pour, 8 contre) JO du 12.12.2019	18.12.2019 JO du 19.12.2019
03.12.2019	Directeur général de l'Office français de la biodiversité	M. Pierre Dubreuil	Développement durable	Favorable (23 pour, 0 contre) JO du 19.12.2019	30.12.2019 JO du 31.12.2019
15.01.2020	Président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique	M. Didier Migaud	Lois	Favorable (23 pour, 1 contre) JO du 29.01.2020	29.01.2020 JO du 30.01.2020
23.12.2019	Président du conseil d'administration de La Poste	M. Philippe Wahl	Affaires économiques	Favorable (27 pour, 2 contre) JO du 30.01.2020	04.03.2020 JO du 05.03.2020
31.01.2020	Membre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique	Mme Florence Ribard	Lois	Favorable (36 pour, 3 contre) 12.02.2020	26.02.2020 JO du 27.02.2020
22.04.2020	Présidente du collège de l'Autorité nationale des jeux	Mme Isabelle Falque-Pierrotin	Finances	Favorable (30 pour, 1 contre) JO du 04.06.2020	15.06.2020 JO du 16.06.2020
16.06.2020	Président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques	M. Jean-Philippe Vachia	Lois	Favorable (34 pour, 0 contre) JO du 02.07.2020	03.07.2020 JO du 04.07.2020
11.06.2020	Vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	M. Jean-Paul Faugère	Finances	Avis favorable 01.07.2020	15.07.2020 JO du 28.07.2020
01.07.2020	Défenseur des droits	Mme Claire Hédon	Lois	Favorable (19 pour, 5 contre) JO du 16.07.2020	22.07.2020 JO du 23.07.2020
17.07.2020	Président de la Commission d'accès aux documents administratifs	M. Jean-Luc Nevache	Lois	Favorable (26 pour, 0 contre) JO du 23.07.2020	03.08.2020 JO du 04.08.2020
-	Membre du Haut Conseil des finances publiques	Mme Michala Marcussen	Finances Affaires sociales	Pas de vote Audition le 08.09.2020	JO du 16.09.2020

Annexe V

Propositions de résolution présentées en application des art. 88-4 et 88-6 C. ⁽⁸⁵⁾

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
relative à la réforme européenne du droit d'asile	n° 2410 13.11.2019	Lois	30.11.2019
relative à la relocalisation de la fabrication des médicaments et des principes actifs pharmaceutiques en Europe	-	Affaires sociales	07.08.2020

⁸⁵ Le choix a été fait d'indiquer les seules propositions de résolution déposées pendant la période couverte par ce recueil.

Annexe VI

Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
chargée de faire la lumière sur les dysfonctionnements ayant conduit aux attaques commises à la préfecture de police de Paris le jeudi 3 octobre 2019	LR	15.10.2019	23.10.2019	N° 3070 10.06.2020 M. Florent Boudié (LaREM)
sur les politiques publiques à mener contre la propagation des moustiques Aedes et des maladies vectorielles	SOC	12.12.2019	22.01.2020	N° 3280 29.07.2020 Mme Ramlati Ali (LaREM)
sur les obstacles à l'indépendance du pouvoir judiciaire	FI	07.01.2020	15.01.2020	N° 3296 02.09.2020 M. Didier Paris (LaREM)
sur la lutte contre les fraudes aux prestations sociales	UDI-AGIR	14.01.2020	29.01.2020	N° 3300 08.08.2020 M. Pascal Brindeau (UDI-I)
pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse	GDR	07.07.2020	08.09.2020	-
sur l'évaluation des politiques publiques de santé environnementale	LT	07.07.2020	08.09.2020	-
relative à l'état des lieux, la déontologie, les pratiques et les doctrines de maintien de l'ordre	SOC	21.07.2020	08.09.2020	-

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
sur l'impact économique, sanitaire et environnemental de l'utilisation du Chlordécone et du Paraquat comme insecticides agricoles dans les territoires de Guadeloupe et de Martinique, sur les responsabilités publiques et privées dans la prolongation de leur autorisation et évaluant la nécessité et les modalités d'une indemnisation des préjudices des victimes et de ces territoires	6	8 h 55	4	-
chargée de faire la lumière sur les dysfonctionnements ayant conduit aux attaques commises à la préfecture de police de Paris le jeudi 3 octobre 2019	46	52 h 55	2	72
sur les politiques publiques à mener contre la propagation des moustiques Aedes et des maladies vectorielles	29	33 h 25	-	58
sur les obstacles à l'indépendance du pouvoir judiciaire	51	72 h 10	1	98
sur la lutte contre les fraudes aux prestations sociales	32	38 h 35	-	62
pour mesurer et prévenir les effets de la crise du covid-19 sur les enfants et la jeunesse	7	11 h 50	-	29
sur l'évaluation des politiques publiques de santé environnementale	12	20 h	-	17
relative à l'état des lieux, la déontologie, les pratiques et les doctrines de maintien de l'ordre	6	7 h 30	-	16

Annexe VII

Propositions de loi de l'Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 2351) relative au passage de l'épreuve théorique du code de la route dans les lycées
(1^{ère} séance du jeudi 12 décembre 2019) ;
2. Proposition de loi (n° 2352) portant création d'une prime pour le climat et de lutte contre la précarité énergétique
(3^{ème} séance du jeudi 12 décembre 2019) ;
3. Proposition de loi (n° 2353) portant reconnaissance du crime d'écocide
(2^{ème} séance du jeudi 12 décembre 2019) ;
4. Proposition de loi (n° 2355) portant création d'une certification publique des performances sociales et environnementales des entreprises et expérimentation d'une comptabilité du XXI^{ème} siècle
(2^{ème} séance du jeudi 12 décembre 2019) ;
5. Proposition de loi organique (n° 2500) visant à permettre l'inscription d'office sur la liste électorale spéciale à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie
(2^{ème} séance du jeudi 30 janvier 2020) ;
6. Proposition de loi (n° 1803) visant à interdire le cumul d'une pension de retraite et d'une indemnité d'activité pour les personnes nommées au Conseil constitutionnel et dans les agences de l'État
(2^{ème} séance du jeudi 30 janvier 2020) ;
7. Proposition de loi (n° 2516) relative à la déshérence des retraites supplémentaires
(2^{ème} séance du jeudi 30 janvier 2020) ;
8. Proposition de loi (n° 2549) relative au financement des infrastructures de téléphonie mobile
(1^{ère} séance du jeudi 13 février 2020) ;
9. Proposition de loi (n° 2599) visant à plafonner les frais bancaires
(2^{ème} séance du jeudi 4 juin 2020) ;
10. Proposition de loi (n° 2893) visant à préciser le champ d'application des arrêtés de catastrophe naturelle et leur financement
(2^{ème} séance du jeudi 4 juin 2020) ;
11. Proposition de loi (n° 3001) visant à alléger temporairement les cotisations sociales à la charge des entreprises afin de remplacer progressivement le dispositif d'activité partielle
(1^{ère} séance du jeudi 11 juin 2020) ;
12. Proposition de loi (n° 2989) visant à mettre en place pendant deux ans un dispositif "zéro charge" pour l'embauche de jeunes de moins de 25 ans
(1^{ère} séance du jeudi 11 juin 2020) ;

13. Proposition de loi (n° 3005) visant à sauver les secteurs de l'hébergement touristique, des cafés et de la restauration en instaurant un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à 5,5 % jusqu'au 31 décembre 2020
(2^{ème} séance du jeudi 11 juin 2020) ;
14. Proposition de loi (n° 3002) visant à annuler, le temps de l'état d'urgence sanitaire, les charges sociales et fiscales des entreprises ayant accès au fonds de solidarité créé par l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020
(2^{ème} séance du jeudi 11 juin 2020) ;
15. Proposition de loi (n° 2996) visant à permettre aux conseils départementaux d'accorder des subventions aux petites et moyennes entreprises et industries et aux artisans fragilisés, en particulier du secteur du tourisme, par la crise du covid-19
(2^{ème} séance du jeudi 11 juin 2020) ;
16. Proposition de loi (n° 3006) visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les masques de protection, ainsi que les gels hydro-alcooliques et toute solution désinfectante en lien avec la lutte contre l'épidémie de covid-19
(3^{ème} séance du jeudi 11 juin 2020) ;
17. Proposition de loi (n° 3004) en faveur d'une loi de programmation pour l'hôpital public et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes
(1^{ère} séance du jeudi 18 juin 2020) ;
18. Proposition de loi (n° 3003) en faveur de la contribution des hauts revenus et des hauts patrimoines à l'effort de solidarité nationale
(2^{ème} séance du jeudi 18 juin 2020) ;
19. Proposition de loi (n° 3007) visant l'instauration d'une garantie salaire-formation au service de la transition écologique et sociale de l'économie
(3^{ème} séance du jeudi 18 juin 2020) ;
20. Proposition de loi (n° 3041) visant à élargir de manière provisoire le champ de compétences de la gouvernance des établissements publics de santé
(1^{ère} séance du jeudi 25 juin 2020).

Propositions de loi du Sénat rejetées

Aucune proposition de loi du Sénat n'a fait l'objet d'un rejet à l'Assemblée nationale sur la période.

Propositions de loi de l'Assemblée nationale renvoyées en commission

1. Proposition de loi constitutionnelle (n° 1558) visant à instaurer la possibilité de référendums d'initiative citoyenne
(1^{ère} séance du jeudi 21 février 2019) ;
2. Proposition de loi (n° 1560) demandant l'interdiction du glyphosate
(2^e séance du jeudi 21 février 2019) ;
3. Proposition de loi (n° 788) visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale
(3^e séance du jeudi 7 mars 2019) ;
4. Proposition de loi (n° 1721) visant à rétablir le pouvoir d'achat des Français
(1^{ère} séance du jeudi 4 avril 2019) ⁽⁸⁶⁾ ;
5. Proposition de loi (n° 1649 rect.) visant à soutenir le fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours et à valoriser la profession de sapeur-pompier professionnel et volontaire
(2^e séance du jeudi 4 avril 2019).

⁸⁶ Suite à son renvoi en commission la proposition de loi n° 1721 a fait l'objet d'un rapport supplémentaire (n° 2026 du 12 juin 2019) et a été rejetée lors de la 2^e séance du jeudi 20 juin 2019.

Annexe VIII

Liste chronologique des lois promulguées ⁽⁸⁷⁾

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁸⁸⁾
01.10.2019	Loi n° 2019-1006 du 30 septembre 2019 autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse portant modification de l'annexe 1 à la convention du 13 septembre 1965 relative à l'extension en territoire français du domaine de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire	Projet	-
19.10.2019	Loi n° 2019-1063 du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution de la presse	Projet	22
22.10.2019	Loi n° 2019-1066 du 21 octobre 2019 autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes	Projet	-
29.10.2019	Loi n° 2019-1093 du 28 octobre 2019 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Djibouti relatif aux compétences de la prévôté sur le territoire de la République de Djibouti	Projet	-
29.10.2019	Loi n° 2019-1094 du 28 octobre 2019 autorisant l'approbation du protocole d'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif au renforcement de la coopération en matière de transports transfrontaliers	Projet	-
31.10.2019	Loi n° 2019-1100 du 30 octobre 2019 relative à la création du Centre national de la musique	Proposition	31
09.11.2019	Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat *	Projet	119
29.11.2019	Loi n° 2019-1245 du 28 novembre 2019 autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord	Projet	-
03.12.2019	Loi organique n° 2019-1268 du 2 décembre 2019 visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral *	Proposition	2
03.12.2019	Loi n° 2019-1269 du 2 décembre 2019 visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral *	Proposition	12
03.12.2019	Loi n° 2019-1270 du 2 décembre 2019 de finances rectificative pour 2019	Projet	-
12.12.2019	Loi n° 2019-1332 du 11 décembre 2019 tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes	Proposition	-

⁸⁷ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'art. 61 C..

⁸⁸ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

18.12.2019	Loi n° 2019-1364 du 17 décembre 2019 autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco et de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco	Projet	-
26.12.2019	Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités *	Projet	497
27.12.2019	Loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 *	Projet	384
27.12.2019	Loi n° 2019-1447 du 26 décembre 2019 autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part	Projet	-
28.12.2019	Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique	Projet	132
29.12.2019	Loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 *	Projet	1160
29.12.2019	Loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille	Proposition	24
28.01.2020	Loi n° 2020-43 du 27 janvier 2020 autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales	Projet	-
28.01.2020	Loi n° 2020-44 du 27 janvier 2020 autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam	Projet	-
28.01.2020	Loi n° 2020-45 du 27 janvier 2020 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre	Projet	-
28.01.2020	Loi n° 2020-46 du 27 janvier 2020 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie relatif à l'emploi des membres de la famille des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	Projet	-
28.01.2020	Loi n° 2020-47 du 27 janvier 2020 autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	Projet	-
29.01.2020	Loi n° 2020-48 du 28 janvier 2020 visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Ile-de-France	Proposition	-

06.02.2020	Loi n° 2020-85 du 5 février 2020 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Ethiopie relatif aux services aériens, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica relatif aux services aériens et de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mozambique	Projet	-
06.02.2020	Loi n° 2020-86 du 5 février 2020 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad relatif aux services aériens et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Angola relatif aux services aériens	Projet	-
11.02.2020	Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire	Projet	301
22.02.2020	Loi n° 2020-146 du 21 février 2020 ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin	Projet	-
07.03.2020	Loi n° 2020-220 du 6 mars 2020 visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap	Proposition	5
14.03.2020	Loi n° 2020-240 du 13 mars 2020 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien	Projet	-
24.03.2020	Loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020	Projet	15
24.03.2020	Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	Projet	48
31.03.2020	Loi organique n° 2020-364 du 30 mars 2020 modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution *	Projet	-
31.03.2020	Loi organique n° 2020-365 du 30 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 *	Projet	-
31.03.2020	Loi n° 2020-366 du 30 mars 2020 modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet *	Projet	-
26.04.2020	Loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020	Projet	37
12.05.2020	Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions *	Projet	58
09.06.2020	Loi n° 2020-692 du 8 juin 2020 visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant	Proposition	1
11.06.2020	Loi n° 2020-699 du 10 juin 2020 relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires	Proposition	9

18.06.2020	Loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne	Projet	83
23.06.2020	Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires	Projet	-
25.06.2020	Loi n° 2020-766 du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet *	Proposition	104
03.07.2020	Loi n° 2020-833 du 2 juillet 2020 relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions	Proposition	1
04.07.2020	Loi n° 2020-839 du 3 juillet 2020 visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer	Proposition	13
04.07.2020	Loi n° 2020-840 du 3 juillet 2020 visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent	Proposition	10
10.07.2020	Loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire *	Projet	6
25.07.2020	Loi n° 2020-901 du 24 juillet 2020 visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux	Proposition	32
28.07.2020	Loi n° 2020-909 du 27 juillet 2020 visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie	Proposition	2
31.07.2020	Loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020	Projet	199
31.07.2020	Loi n° 2020-936 du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences conjugales	Proposition	25
31.07.2020	Loi n° 2020-937 du 30 juillet 2020 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019	Projet	2
31.07.2020	Loi n° 2020-938 du 30 juillet 2020 permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19	Proposition	13
04.08.2020	Loi organique n° 2020-976 du 3 août 2020 portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France *	Projet	-
08.08.2020	Loi organique n° 2020-991 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie *	Projet	-
08.08.2020	Loi n° 2020-992 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie	Projet	16
10.08.2020	Loi organique n° 2020-1022 du 10 août 2020 prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental *	Projet	-
10.08.2020	Loi n° 2020-1023 du 10 août 2020 instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine *	Proposition	8

Annexe IX ⁽⁸⁹⁾

Textes examinés en application de l'art. 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi organisant la fin de l'état d'urgence sanitaire (lecture définitive) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (première lecture) ;
- Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (lecture définitive) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (lecture définitive) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (texte CMP) ;
- Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la bioéthique (deuxième lecture) ;
- Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (première lecture) ;
- Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (première lecture) ;
- Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (première lecture).

Propositions :

- Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (texte CMP) ;
- Proposition de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (texte CMP) ;
- Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine (texte CMP) ;
- Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » (première lecture).

⁸⁹ Les votes solennels ne sont pas pris en compte.

Textes examinés en application de l'art. 48 C.

Semaines du Gouvernement (art. 48, al. 2 et 3 C.) :

Projets :

- Projet de loi relatif à la bioéthique (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemandes (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la modernisation de la distribution de la presse (texte CMP) ;
- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2019 (première lecture) ;
- Projet de loi d'orientation des mobilités (lecture définitive) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole au traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la République de Macédoine du Nord (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la coopération en matière de sécurité sanitaire entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco et de l'accord relatif à la coopération en matière de transfusion sanguine entre le Gouvernement de la République française et la Principauté de Monaco (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien (première lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2020 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi de finances pour 2020 (lecture définitive) ;
- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (texte CMP) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du traité d'extradition entre la République française et la République socialiste du Viet Nam et du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la République française et la République socialiste du Viet Nam (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie portant application de l'accord signé à Bruxelles le 19 avril 2013 entre l'Union européenne et la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de la République d'Albanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense et de l'accord de coopération en matière de défense entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la Charte européenne de l'autonomie locale sur le droit de participer aux affaires des collectivités locales (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (texte CMP) ;

- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (première lecture) ;
- Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (première lecture) ;
- Projet de loi instituant un système universel de retraite (première lecture) ;
- Projet de loi organique relatif au système universel de retraite (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (première lecture) ;
- Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (première lecture) ;
- Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (texte CMP) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (texte CMP) ;
- Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (première lecture) ;
- Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (texte CMP) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 (première lecture) ;
- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes (première lecture) ;
- Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 (texte CMP) ;
- Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires (première lecture) ;
- Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (première lecture) ;
- Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (première lecture) ;
- Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires (texte CMP) ;
- Projet de loi organisant la fin de l'état d'urgence sanitaire (première lecture) ;
- Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles (première lecture) ;
- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 (première lecture) ;
- Projet de loi organisant la fin de l'état d'urgence sanitaire (nouvelle lecture).

Propositions :

- Proposition de résolution pour une amitié franco-allemande dynamique et tournée vers l'avenir, au service de l'Europe, et pour une mise en œuvre rapide et ambitieuse du Traité d'Aix-la-Chapelle ;

- Proposition de résolution portant sur la condamnation de l'offensive militaire turque dans le Nord-Est syrien (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à agir contre les violences faites aux femmes (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à agir contre les violences faites aux femmes (texte CMP) ;
- Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet (nouvelle lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre la haine sur internet (lecture définitive) ;
- Proposition de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 (première lecture).

Semaines de l'Assemblée (art. 48, al. 3 C.) :

Projets :

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (lecture définitive) ;
- Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (texte CMP) ;
- Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (texte CMP) ;
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-235 du 27 mars 2019 relative aux dispositions pénales et de procédure pénale du code de l'urbanisme de Saint-Martin (première lecture) ;
- Projet de loi organique relatif au système universel de retraite (première lecture).

Propositions :

- Proposition de résolution visant à lutter contre l'antisémitisme ;
- Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, sûre et durable (première lecture) ;
- Proposition de résolution relative à la prise en compte des droits de l'enfant dans les travaux de l'Assemblée nationale ;
- Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre la mort subite et à sensibiliser la population aux gestes qui sauvent (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne (première lecture) ;
- Proposition de résolution témoignant de la reconnaissance nationale à tous les soignants et portant création d'un statut pour les enfants de soignants décédés du covid-19 ;
- Proposition de loi visant à instaurer un congé de deuil de douze jours consécutifs pour le décès d'un enfant mineur (deuxième lecture) ;

- Proposition de loi relative à plusieurs articles de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, sûre et durable (deuxième lecture) ;
- Proposition de résolution appelant à faire de la France l'un des pays les plus performants en matière de santé au travail ;
- Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire (première lecture) ;
- Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine (première lecture) ;
- Proposition de loi créant la fonction de directeur d'école (première lecture).

Semaines de contrôle (art. 48, al. 4 C.) :

Projets :

Par priorité à la demande du Gouvernement

- Projet de loi de finances rectificative pour 2019 (texte CMP) ;
- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (nouvelle lecture) ;
- Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (première lecture) ;
- Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires (première lecture) ;
- Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (première lecture).

Propositions :

- Proposition de résolution visant à protéger la compétitivité du financement de l'économie dans le cadre de la transposition de l'accord du comité de Bâle de 2017.

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C.) :

- Proposition de loi visant à agir contre les violences faites aux femmes (première lecture) ;
- Proposition de loi relative aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France (première lecture) ;
- Proposition de loi tendant à améliorer la lisibilité du droit par l'abrogation de lois obsolètes (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à améliorer la trésorerie des associations (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats (première lecture) ;

- Proposition de loi relative au passage de l'épreuve théorique du code de la route dans les lycées (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à étendre la qualité de pupille de la Nation aux enfants des sauveteurs en mer décédés dans le cadre de leur mission de sauvetage et à assurer les besoins de financement de la Société nationale de sauvetage en mer (première lecture) ;
- Proposition de loi portant création d'une prime pour le climat et de lutte contre la précarité énergétique (première lecture) ;
- Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide (première lecture) ;
- Proposition de loi contre la désertification médicale et pour la prévention (première lecture) ;
- Proposition de loi portant création d'une certification publique des performances sociales et environnementales des entreprises et expérimentation d'une comptabilité du XXIème siècle (première lecture) ;
- Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les politiques publiques à mener contre la propagation des moustiques Aedes et des maladies vectorielles ;
- Proposition de loi visant à moderniser les outils et la gouvernance de la Fondation du Patrimoine (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à instaurer un congé de deuil de douze jours consécutifs pour le décès d'un enfant mineur (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi organique visant à permettre l'inscription d'office sur la liste électorale spéciale à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à interdire le cumul d'une pension de retraite et d'une indemnité d'activité pour les personnes nommées au Conseil constitutionnel et dans les agences de l'État (première lecture) ;
- Proposition de loi visant l'ouverture du marché du travail aux personnes atteintes de diabète (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la déshérence des retraites supplémentaires (première lecture) ;
- Proposition de loi visant au gel des matchs de football le 5 mai (première lecture) ;
- Proposition de loi relative au financement des infrastructures de téléphonie mobile (première lecture) ;
- Proposition de loi portant diverses mesures de justice sociale (première lecture) ;
- Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions (première lecture) ;
- Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion (première lecture) ;
- Proposition de résolution déclarant la nécessité d'une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux ;
- Proposition de loi visant à plafonner les frais bancaires (première lecture) ;
- Proposition de résolution déclarant la nécessité du rachat de la dette publique par la Banque centrale européenne et de sa transformation en dette perpétuelle ;
- Proposition de loi visant à préciser le champ d'application des arrêtés de catastrophe naturelle et leur financement (première lecture) ;

- Proposition de loi visant à alléger temporairement les cotisations sociales à la charge des entreprises afin de remplacer progressivement le dispositif d'activité partielle (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à mettre en place pendant deux ans un dispositif "zéro charge" pour l'embauche de jeunes de moins de 25 ans (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à sauver les secteurs de l'hébergement touristique, des cafés et de la restauration en instaurant un taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée à 5,5 % jusqu'au 31 décembre 2020 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à annuler, le temps de l'état d'urgence sanitaire, les charges sociales et fiscales des entreprises ayant accès au fonds de solidarité créé par l'ordonnance n° 2020-317 du 25 mars 2020 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à permettre aux conseils départementaux d'accorder des subventions aux petites et moyennes entreprises et industries et aux artisans fragilisés, en particulier du secteur du tourisme, par la crise du covid-19 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les masques de protection, ainsi que les gels hydro-alcooliques et toute solution désinfectante en lien avec la lutte contre l'épidémie de covid-19 (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraites agricoles en France continentale et les Outre-mer (deuxième lecture) ;
- Proposition de loi en faveur d'une loi de programmation pour l'hôpital public et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (première lecture) ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à la mise en place d'un revenu étudiant ;
- Proposition de résolution invitant le Gouvernement à la mise en place d'un revenu étudiant ;
- Proposition de loi en faveur de la contribution des hauts revenus et des hauts patrimoines à l'effort de solidarité nationale (première lecture) ;
- Proposition de loi visant l'instauration d'une garantie salaire-formation au service de la transition écologique et sociale de l'économie (première lecture) ;
- Proposition de résolution visant à rendre l'accès aux masques gratuit ;
- Proposition de résolution visant à assurer la permanence des soins au sortir de la crise ;
- Proposition de loi visant à élargir de manière provisoire le champ de compétences de la gouvernance des établissements publics de santé (première lecture) ;
- Proposition de loi visant à assurer le versement de la prime de naissance avant la naissance de l'enfant (première lecture) ;
- Proposition de loi pour une éthique de l'urgence (première lecture).

Annexe X

Calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2019-2020

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2019-2020
arrêté par les Conférences des Présidents du 23 juillet 2019, du 3 décembre 2019, du 18 février 2020, du 17 mars 2020 et du 5 mai 2020

2019			2020					
OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN
M 1	V 1	D 1	M 1	S 1	D 1	M 1	V 1	L 1
M 2	S 2	L 2	J 2	D 2	M 2	J 2	S 2	M 2
J 3	D 3	M 3	V 3	L 3	M 3	V 3	D 3	M 3
V 4	L 4	M 4	S 4	M 4	M 4	S 4	L 4	J 4
S 5	M 5	J 5	D 5	M 5	J 5	D 5	M 5	V 5
D 6	M 6	V 6	L 6	J 6	V 6	L 6	M 6	S 6
L 7	J 7	S 7	M 7	V 7	D 7	M 7	V 7	D 7
M 8	V 8	D 8	M 8	S 8	D 8	M 8	J 8	L 8
M 9	S 9	L 9	J 9	D 9	L 9	J 9	S 9	M 9
J 10	D 10	M 10	V 10	M 10	M 10	V 10	D 10	M 10
V 11	L 11	M 11	S 11	M 11	M 11	S 11	L 11	J 11
S 12	D 11	J 12	M 12	L 12	J 12	D 12	M 12	V 12
D 13	M 13	V 13	L 13	M 13	V 13	L 13	M 13	S 13
L 14	J 14	S 14	M 14	J 14	D 15	M 14	V 14	D 14
M 15	V 15	D 15	M 15	S 15	L 16	M 15	S 15	L 15
M 16	S 16	L 16	J 16	L 16	M 17	J 16	S 16	M 16
J 17	D 17	M 17	V 17	M 17	L 17	V 17	D 17	M 17
V 18	L 18	S 18	M 18	L 18	M 18	S 18	L 18	J 18
S 19	M 19	J 19	D 19	M 19	J 19	D 19	M 19	V 19
D 20	L 20	V 20	M 20	S 20	V 20	M 20	S 20	D 20
L 21	S 21	D 22	M 21	L 21	D 22	M 21	L 21	L 22
M 22	D 22	M 22	J 22	M 22	S 22	M 22	S 22	M 23
M 23	L 23	V 23	M 23	L 24	L 23	V 23	D 24	M 24
J 24	S 24	D 24	V 24	S 25	M 24	V 24	L 25	M 24
V 25	L 25	M 25	M 25	M 25	M 25	S 25	L 25	M 23
S 26	M 26	J 26	D 26	M 26	J 26	D 26	M 26	J 25
D 27	L 27	V 27	M 27	J 27	V 27	L 27	M 27	V 26
L 28	S 28	D 28	J 28	S 28	D 29	M 28	J 28	D 28
M 29	V 29	M 29	M 29	M 29	D 29	M 29	V 29	L 29
M 30	S 30	L 30	J 30	S 29	M 30	M 29	S 30	M 30
J 31	D 31	M 31	V 31	D 31	M 31	J 30	D 31	L 29

Semaine du Gouvernement

Semaine de l'Assemblée nationale

Semaine de contrôle

Suspension des travaux

Jour des groupes d'opposition ou minoritaires

Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

Annexe XI

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2019-2020

Date de publication (JOLD)	Type	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
15.10.2019	Proposition	Sénat	2371	visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap	2 ^{ème} lecture	S	26.02.2020
31.10.2019	Projet	AN	2367	ratifiant l'ordonnance n° 2019-950 du 11 septembre 2019 portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.11.2019	Projet	AN	2412	ratifiant diverses ordonnances prévues par la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et portant diverses mesures d'ordre social	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.11.2019	Projet	Sénat	2535	modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
14.11.2019	Projet	Sénat	2536	modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	lecture CMP	S	26.02.2020

21.11.2019	Projet	AN	2433	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substance psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
28.11.2019	Projet	AN	2450	autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et l'Australie, d'autre part	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.12.2019	Proposition	AN	2478	visant à protéger les victimes de violences conjugales	lecture CMP	S	21.07.2020
06.12.2019	Projet	AN	2487	autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.12.2019	Projet	AN	2488	relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.12.2019	Projet	AN	2489	relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique (org.)	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
12.12.2019	Projet	AN	2494	autorisant à la ratification du protocole portant amendement de la convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
12.12.2019	Projet	Sénat	2745	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil Fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux et les ouvrages multimétaux	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
07.01.2020	Projet	Sénat	3244	autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deûlémont en France et Menin en Belgique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

07.01.2020	Projet	Sénat	2551	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Burkina Faso relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre et de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay relatif à l'emploi rémunéré des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.01.2020	Projet	AN	2622	relatif au système universel de retraite (org.)	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.01.2020	Projet	AN	2623	instituant un système universel de retraite	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
25.01.2020	Projet	Sénat	2744	autorisant la ratification du deuxième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition, du troisième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition et du quatrième protocole additionnel à la convention européenne d'extradition	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
30.01.2020	Projet	Sénat	2731	relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
06.02.2020	Projet	Sénat	2750	d'accélération et de simplification de l'action publique	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
13.02.2020	Projet	Sénat	3196	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
13.02.2020	Projet	Sénat	2746	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
20.03.2020	Projet	Sénat	2762	d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	lecture CMP	AN	22.03.2020

20.03.2020	Projet	Sénat	2763	organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	1 ^{ère} lecture	AN	21.03.2020
21.03.2020	Projet	Sénat		lettre rectificative au projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
03.05.2020	Projet	Sénat	2902	prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions	lecture CMP	AN	09.05.2020
03.05.2020	Projet	AN	2899	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019	lecture définitive	AN	23.07.2020
08.05.2020	Projet	AN	2907	portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19	lecture CMP	S	10.06.2020
20.05.2020	Proposition	AN	2978	permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19	lecture CMP	S	22.07.2020
28.05.2020	Projet	AN	3016	autorisant l'approbation de l'accord de sécurité sociale entre le Gouvernement de la République française et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
28.05.2020	Projet	AN	3018	organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie	lecture définitive	AN	23.07.2020
28.05.2020	Projet	AN	3019	relatif à la dette sociale et à l'autonomie	lecture définitive	AN	23.07.2020
28.05.2020	Projet	AN	3021	portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires	lecture CMP	S	17.06.2020
28.05.2020	Projet	Sénat	3121	organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles	1 ^{ère} lecture	AN	29.06.2020
03.06.2020	Proposition	AN	2754	instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine	lecture CMP	AN	27.07.2020

12.06.2020	Projet	AN	3077	organisant la fin de l'état d'urgence sanitaire	lecture définitive	AN	02.07.2020
17.06.2020	Proposition	AN	3038	pour une éthique de l'urgence	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18.06.2020	Projet	AN	3117	relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
18.06.2020	Projet	Sénat		lettre rectificative au projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
09.07.2020	Projet	Sénat	3247	organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental	1 ^{ère} lecture	AN	27.07.2020
10.07.2020	Projet	AN	3184	organique relatif au Conseil économique, social et environnemental	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
16.07.2020	Projet	AN	3221	relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
22.07.2020	Proposition	AN	3109	relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
23.07.2020	Projet	AN	3234	de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
23.07.2020	Projet	AN	3235	ratifiant l'ordonnance n° 2020-71 du 29 janvier 2020 relative à la réécriture des règles de construction et recodifiant le livre Ier du code de la construction et de l'habitation	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
23.07.2020	Projet	AN	3236	ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
30.07.2020	Projet	Sénat	3523	organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
04.09.2020	Projet	AN	3298	relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

17.09.2020	Projet	AN	3340	prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
------------	--------	----	------	---	--------------------	--------------------	--------------------

Annexe XII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée

N° de dépôt	Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion
2152	Proposition	AN	Mitage des espaces forestiers en Île-de-France	1 ^{ère}	28.11.2019
1765	Proposition	S	Abrogation des lois obsolètes	1 ^{ère}	28.11.2019
1329	Proposition	AN	Amélioration de la trésorerie des associations	2 ^{ème}	28.11.2019
1976	Projet	S	Accords en matière sanitaire avec Monaco	1 ^{ère}	11.12.2019
2043	Projet	AN	Accord avec l'Allemagne sur le transport tactique aérien	1 ^{ère}	11.12.2019
2351	Proposition	AN	Code de la route dans les lycées	1 ^{ère}	12.12.2019
2147	Proposition	AN	Qualité de pupille de la Nation pour les enfants des sauveteurs en mer décédés	1 ^{ère}	12.12.2019
531	Projet	S	Traité d'extradition et traité d'entraide judiciaire avec le Viet Nam	1 ^{ère}	16.01.2020
1977	Projet	S	Accord avec l'Arménie - Réadmission des personnes en séjour régulier	1 ^{ère}	16.01.2020
2361	Proposition	S	Gouvernance de la Fondation du patrimoine	1 ^{ère}	30.01.2020
2211	Proposition	AN	Définition et protection du patrimoine sensoriel des campagnes françaises	1 ^{ère}	30.01.2020
1116	Proposition	AN	Congé de deuil pour le décès d'un enfant mineur	1 ^{ère}	30.01.2020
1284	Proposition	AN	Démarchage téléphonique et appels frauduleux	2 ^{ème}	30.01.2020
2782	Proposition	AN	Déshérence des contrats de retraite supplémentaire	1 ^{ère}	22.06.2020

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure de législation en commission

Type	Origine	Texte	Niveau de lecture	Date de la discussion	Étendue
Proposition	AN	visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent	2 ^{ème}	12.02.2020	intégrale

Annexe XIV

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure du temps législatif programmé

Date Conférence des présidents	Niveau de lecture	Texte	Temps alloué aux groupes (hors <i>Présidents</i>)	Temps NI	Temps utilisé par les groupes (hors <i>Présidents</i> et temps supplémentaires)	Temps utilisé par les NI (hors temps supplémentaires)	Temps global de séance utilisé
10.09.2019	1 ^{ère}	Bioéthique	50:00:00	01:00	37:31:16	1:00:00	83:53:00
16.06.2020	2 ^{ème}	Bioéthique	25:00:00	00:30	19:22:31	0:30:00	43:56:00

Annexe XV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Conclusions rapport	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 <i>Pj AN n° 2296</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	19.11.2019	<i>Échec</i>	26.11.2019	30.11.2019	03.12.2019
Projet de loi de finances rectificative pour 2019 <i>Pj AN n° 2400</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	19.11.2019	Adoption	25.11.2019	26.11.2019	26.11.2019
Proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille <i>Pn AN n° 2201</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	27.11.2019	Adoption	11.12.2019	18.12.2019	18.12.2019
Projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique <i>Pj S n° 2357</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	11.12.2019	Adoption	19.12.2019	18.12.2019	19.12.2019
Projet de loi de finances pour 2020 <i>Pj AN n° 2272</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	11.12.2019	<i>Échec</i>	17.12.2019	18.12.2019	19.12.2019

Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire <i>Pj S n° 2274</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	08.01.2020	Adoption	21.01.2020	30.01.2020	30.01.2020
Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet <i>Pn AN n° 1785</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	08.01.2020	Échec	22.01.2020	26.02.2020	13.05.2020
Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution <i>Pj S n° 2535</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	04.02.2020	Adoption	11.02.2020	26.02.2020	26.02.2020
Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet <i>Pj S n° 2536</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	04.02.2020	Adoption	11.02.2020	26.02.2020	26.02.2020
Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 <i>Pj S n° 2762</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	22.03.2020	Adoption	22.03.2020	22.03.2020	22.03.2020
Projet de loi de finances rectificative pour 2020 <i>Pj AN n° 2820</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	23.04.2020	Adoption	23.04.2020	23.04.2020	23.04.2020
Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions <i>Pj S n° 2902</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.05.2020	Adoption	09.05.2020	09.05.2020	09.05.2020
Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne <i>Pj AN n° 2907</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	02.06.2020	Adoption	03.06.2020	10.06.2020	10.06.2020

Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires <i>Pj AN n° 3021</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	15.06.2020	Adoption	16.06.2020	17.06.2020	17.06.2020
Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire <i>Pj AN n° 3077</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	25.06.2020	Échec	30.06.2020	02.07.2020	02.07.2020
Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux <i>Pn AN n° 1284</i> <i>Après 2^{ème} lecture</i>	01.07.2020	Adoption	15.07.2020	08.07.2020	15.07.2020
Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid 19 <i>Pn AN n° 2978</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	02.07.2020	Adoption	16.07.2020	22.07.2020	22.07.2020
Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie <i>Pj AN n° 3018</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	08.07.2020	Échec	16.07.2020	22.07.2020	23.07.2020
Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie <i>Pj AN n° 3019</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	08.07.2020	Échec	16.07.2020	22.07.2020	23.07.2020
Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 <i>Pj AN n° 2899</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.07.2020	Échec	16.07.2020	22.07.2020	23.07.2020

Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales <i>Pn AN n° 2478</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	09.07.2020	Adoption	16.07.2020	21.07.2020	21.07.2020
Projet de loi de finances rectificative pour 2020 <i>Pj AN n° 3074</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	21.07.2020	Adoption	23.07.2020	23.07.2020	23.07.2020
Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine <i>Pn AN n° 2754</i> <i>Procédure accélérée</i> <i>Après 1^{ère} lecture</i>	22.07.2020	Adoption	27.07.2020	23.07.2020	27.07.2020

Annexe XVI

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Aucun scrutin secret n'est intervenu au cours de la session 2019-2020.

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2706	04.03.2020	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. Damien Abad et 80 membres de l'Assemblée	148		
2707	04.03.2020	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution par M. André Chassaigne, M. Jean-Luc Mélenchon, Mme Valérie Rabault et 60 membres de l'Assemblée.	91		
2814	15.07.2020	la déclaration de politique générale du Gouvernement de M. Jean Castex (application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution)	345	177	43
2816	23.07.2020	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (lecture définitive)	331	56	43

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art. 35 C.)

Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2019-2020.

4. Scrutins publics solennels

(Scrutins publics décidés en Conférence des présidents en application de l'art. 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2130	08.10.2019	l'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne sur la coopération et l'intégration franco-allemande (première lecture)	479	42	1
2131	08.10.2019	la proposition de résolution pour une amitié franco-allemande dynamique et tournée vers l'avenir, au service de l'Europe et pour une mise en œuvre rapide et ambitieuse du traité d'Aix-la-Chapelle (article 34-1 de la Constitution)	487	41	1
2146	15.10.2019	l'ensemble du projet de loi relatif à la bioéthique (première lecture)	359	114	72
2147	15.10.2019	l'ensemble de la proposition de loi visant à agir contre les violences au sein de la famille (première lecture)	551	2	1
2177	22.10.2019	la première partie du projet de loi de finances pour 2020 (première lecture)	354	186	16
2235	29.10.2019	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (première lecture)	339	188	23
2307	19.11.2019	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2020 (première lecture)	354	191	16
2329	26.11.2019	l'ensemble du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique (première lecture)	395	33	126
2337	03.12.2019	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (lecture définitive)	347	183	17
2816	23.07.2020	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (lecture définitive)	331	56	43

(Scrutins publics solennels organisés d'après les modalités particulières décidées par la Conférence des présidents du fait de la crise sanitaire)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
2733	19.03.2020	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (première lecture)	572	-	-
2734	21.03.2020	l'ensemble du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (première lecture)	510	37	28
2735	21.03.2020	l'ensemble du projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (première lecture)	509	36	30
2736	22.03.2020	l'ensemble du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 (texte de la commission mixte paritaire)	506	38	28
2737	17.04.2020	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (2) (première lecture)	528	30	16
2738	23.04.2020	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (2) (texte de la commission mixte paritaire)	527	30	15
2739	28.04.2020	la déclaration du Gouvernement relative à la stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 (application de l'article 50-1 de la Constitution)	368	100	103
2740	08.05.2020	l'ensemble du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (première lecture)	367	176	29
2741	09.05.2020	l'ensemble du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (texte de la commission mixte paritaire)	450	84	28
2742	13.05.2020	l'ensemble de la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (lecture définitive)	355	150	47
2743	15.05.2020	l'ensemble du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'union européenne (première lecture)	362	174	34
2744	26.05.2020	l'article unique de la proposition de résolution témoignant de la reconnaissance nationale à tous les soignants et portant création d'un statut pour les enfants de soignants décédés du covid-19 (article 34-1 de la Constitution)	573	-	1
2745	26.05.2020	l'ensemble de la proposition de loi visant à améliorer les droits des travailleurs et l'accompagnement des familles après le décès d'un enfant (deuxième lecture)	574	-	-

2746	27.05.2020	la déclaration du Gouvernement relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19 (application de l'article 50-1 de la Constitution)	338	215	21
2747	27.05.2020	l'ensemble de la proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires (deuxième lecture)	573	-	1
2748	02.06.2020	l'ensemble du projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes (première lecture)	570	-	4
2749	02.06.2020	l'ensemble de la proposition de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 (première lecture)	388	64	122
2750	03.06.2020	l'ensemble du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (texte de la commission mixte paritaire)	358	188	25
2751	04.06.2020	l'article unique de la proposition de résolution déclarant la nécessité d'une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux	33	471	64
2752	04.06.2020	l'article unique de la proposition de résolution déclarant la nécessité du rachat de la dette publique par la Banque centrale européenne et de sa transformation en dette perpétuelle	36	491	35
2753	08.06.2020	l'ensemble du projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires (première lecture)	540	3	32
2754	10.06.2020	l'ensemble du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (première lecture)	377	176	17
2755	15.06.2020	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (première lecture)	350	82	126

2756	15.06.2020	l'ensemble du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (première lecture)	350	81	136
2757	16.06.2020	l'ensemble du projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires (texte de la commission mixte paritaire)	578	2	22
2758	17.06.2020	l'ensemble du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (première lecture)	347	219	7
2759	18.06.2020	l'ensemble de la proposition de loi visant à assurer la revalorisations pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer (deuxième lecture)	571	-	2
2760	18.06.2020	l'article unique de la proposition de loi en faveur d'une loi de programmation pour l'hôpital public et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (première lecture)	102	430	41
2761	18.06.2020	l'article unique de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à la mise en place d'un revenu étudiant (article 34-1 de la Constitution)	82	469	21
2762	18.06.2020	l'article unique de la proposition de résolution visant à rendre l'accès aux masques gratuit (article 34-1 de la Constitution)	84	447	30

Annexe XVII

Décisions du Conseil constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'art. 61, al. premier, C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi organique visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral	Premier ministre 28.10.2019	2019-792 DC 28.11.2019	03.12.2019	Conforme
Loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution	Premier ministre 28.02.2020	2020-797 DC 26.03.2020	31.03.2020	Conforme
Loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19	Premier ministre 23.03.2020	2020-799 DC 26.03.2020	31.03.2020	Conforme
Loi organique n° 2020-976 du 3 août 2020 portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France	Premier ministre 30.06.2020	2020-802 DC 30.07.2020	04.08.2020	Conforme
Loi organique n° 2020-991 du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie	Premier ministre 24.07.2020	2020-804-DC 07.08.2020	08.08.2020	Conforme avec réserves
Loi organique n° 2020-1022 du 10 août 2020 prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental	Premier ministre 28.07.2020	2020-806 DC 07.08.2020	11.08.2020	Conforme

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'art. 61, al. 2, C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi relative à l'énergie et au climat	Plus de 60 sénateurs 10.10.2019	2019-791 DC 07.11.2019	09.11.2019	Conforme Réserves
Loi visant à clarifier diverses dispositions du droit électoral	Premier ministre 28.10.2019	2019-793 DC 28.11.2019	03.12.2019	Conforme
Loi d'orientation des mobilités	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 26.11.2019 27.11.2019	2019-794 DC 20.12.2019	26.12.2019	Partiellement non-conforme
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2020	Plus de 60 sénateurs Plus de 60 députés Plus de 60 députés 04.12.2019 06.12.2019 09.12.2019	2019-795 DC 20.12.2019	27.12.2019	Partiellement non-conforme
Loi de finances pour 2020	Plus de 60 députés Plus de 60 députés Plus de 60 sénateurs 20.12.2019	2019-796 DC 27.12.2019	29.12.2019	Partiellement non-conforme
Loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet	Premier ministre 28.02.2020	2020-798 DC 26.03.2019	31.03.2020	Conforme (procédure d'adoption)
Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions	Président de la République, président du Sénat, plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 09.05.2020 10.05.2020	2020-800 DC 11.05.2020	12.05.2020	Partiellement non-conforme Réserves
Loi n° 2020-766 du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet	Plus de 60 sénateurs 18.05.2020	2020-801 DC 18.06.2020	25.06.2020	Partiellement non-conforme
Loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire	Plus de 60 sénateurs 04.07.2020	2020-803 DC 09.07.2020	10.07.2020	Conforme
Loi n° 2020-1023 du 10 août 2020 instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine	Pdt AN 60 sénateurs 60 députés 27.07.2020 28.07.2020 29.07.2020	2020-805 DC 07.08.2020	11.08.2020	Partiellement non-conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'art. 37, al. 2, C.)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique des quatrième, cinquième et septième alinéas de l'article L. 2161-2 du code de la défense	Premier ministre 18.09.2019	2019-279 L 15.10.2019	16.10.2019	Caractère législatif et caractère réglementaire
Nature juridique de l'article L. 52-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre	Premier ministre 18.09.2019	2019-280 L 15.10.2019	16.10.2019	Caractère législatif et caractère réglementaire
Nature juridique des articles L. 612-2 et L. 612-5 de code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre	Premier ministre 18.09.2019	2019-281 L 15.10.2019	16.10.2019	Caractère réglementaire
<p>Nature juridique des mots :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « le ministre chargé du logement » figurant à la première phrase de l'article L. 365-2 du code de la construction et de l'habitation ; - « le ministre chargé de la construction et de l'habitation » figurant à la dernière phrase du troisième alinéa de l'article L. 422-3-2 du même code ; - « le ministre chargé du logement » figurant au premier alinéa de l'article L. 481-1 du même code ; - « par arrêté ministériel » figurant au troisième alinéa de l'article L. 313-7-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ; - « arrêté du ministre de l'intérieur » figurant au cinquième alinéa de l'article L. 3332-1-1 du code de la santé publique ; - « arrêté des ministres chargés de la santé et du tourisme » figurant au deuxième alinéa de l'article L. 3335-4 du même code ; - « le ministre chargé des sports » figurant à la première phrase du premier alinéa de l'article L. 221-8 et à la première phrase du second alinéa de l'article L. 224-3 du code du sport ; - « décret pris » figurant à l'article L. 133-15 du code du tourisme ; - « le ministre chargé de l'emploi désigne l'autorité compétente » figurant à la seconde phrase de l'article L. 1233-57-8 et à la seconde phrase de l'article L. 1237-19-5 du code du travail ; - « le ministre chargé de la culture » figurant à la première phrase de l'article 72 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine. 	Premier ministre 14.10.2019	2019-282 L 07.11.2019	08.11.2019	Caractère réglementaire

<p>Nature juridique des dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article L. 144-1 du code de l'action sociale et des familles et les mots : « notamment par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale » figurant au troisième alinéa de l'article L. 143-1 du même code ; - les mots : « et de la Commission nationale d'amélioration génétique » figurant au premier alinéa de l'article L. 653-9 du code rural et de la pêche maritime ; - les mots : « pris après avis du Conseil supérieur des habitations à loyer modéré » figurant à la seconde phrase du cinquante-troisième alinéa de l'article L. 422-3 du code de la construction et de l'habitation, les mots : « du Conseil supérieur des habitations à loyer modéré et » et « après avis du Conseil supérieur des habitations à loyer modéré » figurant respectivement à la première et à la seconde phrase de l'article L. 422-11-1 du même code, les mots : « après avis du comité permanent du Conseil supérieur des habitations à loyer modéré » figurant au premier alinéa de l'article L. 423-5 du même code, ainsi que l'article L. 461-2 du même code ; - les mots : « après avis de la Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives » figurant au premier alinéa de l'article L. 332-18 du code du sport, les mots : « à la commission » figurant à son deuxième alinéa, ainsi que ses troisième à huitième alinéas ; - les mots : « après avis de la Commission du volontariat de solidarité internationale » figurant à la seconde phrase du second alinéa de l'article 7 et à la seconde phrase de l'article 9 de la loi n° 2005-159 du 23 février 2005 relative au contrat de volontariat de solidarité internationale, ainsi que l'article 8 de cette même loi ; - l'article L. 221-9 du code monétaire et financier et la référence : « L. 221-9 » figurant au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 742-6-1, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 745-7-1, au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 752-6-1, à la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 755-7-1 et au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 762-6-1 du même code ; - les mots : « nationale ou » figurant à l'article L. 718-8 du code rural et de la pêche maritime 	Premier ministre 05.11.2019	2019-283 L 28.11.2019	29.11.2019	Caractère législatif et caractère réglementaire
--	--------------------------------	--------------------------	------------	---

Nature juridique du deuxième alinéa de l'article L. 313-7-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et des mots « , et notamment les modalités d'agrément des associations » figurant au troisième alinéa du même article	Premier ministre 01.01.2020	2020-284 L 06.02.2020	07.02.2020	Caractère réglementaire
Nature juridique du troisième alinéa de l'article L. 124-1 du code de l'organisation judiciaire	Premier ministre 28.02.2020	2020-285 L 26.03.2020	27.03.2020	Caractère réglementaire
Nature juridique des dispositions du paragraphe IX de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020, à l'exception de son premier alinéa et de son 1° ainsi que des mots « Il est composé : » qui précèdent celui-ci	Premier ministre 03.06.2020	2020-286 L 02.07.2020	04.07.2020	Caractère législatif et caractère réglementaire
Nature juridique des mots : « renouvelable une fois » figurant au deuxième alinéa de l'article L. 142-1 du code de la construction et de l'habitation	Premier ministre 28.08.2020	2020-287 L 17.09.2020	18.09.2020	Caractère réglementaire
Nature juridique de la seconde phrase du premier alinéa de l'article L. 311-6 du code du tourisme	Premier ministre 28.08.2020	2020-288 L 17.09.2020	18.09.2020	Caractère réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact

(Application de l'art. 39 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir

(Application de l'art. 41 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités

(Application de l'art. 54 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés

(Application de l'art. 59 C.)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer

(Application des art. 74 et 74-1 C.)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Référendum d'initiative partagée

(Application de l'art. 11 C.)

Texte	Numéro décision CC	Journal officiel	Décision
Déclaration relative au nombre de soutiens obtenus par la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris	2019-1-8 RIP 26.03.2020	27.03.2020	La proposition de loi n'a pas obtenu le soutien d'au moins un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales.
Observations du Conseil constitutionnel sur les opérations de recueil des soutiens à la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public nationale de l'exploitation des aéroports de Paris	2019-1-9 RIP 18.06.2020	25.06.2020	

Autres décisions

Texte	Origine et date de la saisine	Disposition légale	Numéro décision CC	Journal officiel	Décision
Demande tendant à ce que soit déclarée contraire à la Constitution la décision de la Conférence des présidents de l'Assemblée nationale du 10 septembre 2019 relative à la répartition du temps de parole pour l'examen du projet de loi relatif à la bioéthique	M. Jean Lassalle, Mmes Marie-France Lorho, Emmanuelle Ménard et Agnès Thill 08.10.2019	la Constitution ; l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel ; le projet de loi relatif à la bioéthique, déposé le 24 juillet 2019 sur le bureau de l'Assemblée nationale	2019-2 AUTR 24.10.2019	26.10.2019	Rejet

Annexe XVIII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Type de débat	Suivi d'un vote
07.10.2019	Déclaration du Gouvernement sur la politique migratoire de la France et de l'Europe	M. Édouard Philippe, Premier ministre M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé	art. 50-1 C.	non
21.10.2019	Débat sur le prélèvement européen	Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes		non
28.04.2020	Débat sur la stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19	M. Édouard Philippe, Premier ministre	art. 50-1 C.	oui
27.05.2020	Déclaration du Gouvernement relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de covid-19, suivie d'un débat et d'un vote	M. Édouard Philippe, Premier ministre	art. 50-1 C.	oui
23.07.2020	Débat d'orientation des finances publiques pour 2021	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance M. Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des comptes publics	art. 48 LOLF	non

Organisés par la Conférence des présidents

Date	Objet	Ministre
10.06.2020	Débat sur le rapport d'information de la commission des finances sur le printemps de l'évaluation consacré à l'évaluation des politiques publiques 2020	M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics

Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre
08.01.2020	LaREM	Débat sur les politiques de l'emploi	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail
08.01.2020	SOC	Débat sur la mise en œuvre des ordonnances de la loi « Travail »	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail
09.01.2020	GDR	Débat sur le projet Hercule	Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique
04.02.2020	LaREM	Débat sur la politique maritime de la France	Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire
04.02.2020	LR	Débat sur le financement des retraites	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
05.02.2020	Dem	Débat sur la politique de développement et de solidarité internationale dans la perspective de la loi d'orientation et de programmation	M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères
05.02.2020	SOC	Débat sur la réforme des retraites	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
06.02.2020	GDR	Débat sur les allègements de la fiscalité au profit du capital et des entreprises : quelles conséquences économiques et sociales ?	Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances
18.05.2020	GDR	Débat sur les conséquences de la réforme de l'assurance chômage	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail
19.05.2020	LaREM	Débat sur la souveraineté économique, écologique et sanitaire à l'épreuve de la crise du covid-19	Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances
19.05.2020	LR	Débat sur le thème : « le déconfinement, quelle mise en œuvre après une semaine ? »	M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé
20.05.2020	Dem	Débat sur l'opportunité d'une quatrième révolution industrielle écologique et numérique	Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances
20.05.2020	SOC	Débat sur la pénurie de médicaments en France	M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargé des retraites et auprès de la ministre du travail, chargé de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19
08.06.2020	SOC	Débat sur la gestion des masques entre 2017 et 2020	M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé

08.06.2020	GDR	Débat sur l'évaluation des politiques publiques en matière d'accès à l'IVG	Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé
09.06.2020	LaREM	Débat sur le thème : « Comment la sincérité et le rétablissement des finances publiques depuis 2017 favorisent-ils le soutien à l'économie dans la crise du covid-19 ? »	M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics
09.06.2020	LR	Débat sur le fonctionnement de la justice pendant la crise du covid-19	Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice
09.06.2020	FI	Débat sur l'austérité dans la santé et la casse de l'hôpital public	Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé

Annexe XIX

Engagements de responsabilité et censure (art. 49 C.)

1. Engagements de responsabilité

Date	Gouvernement	Type de procédure	Résultat du vote	
			Pour	Contre
15.07.2020	Castex	Art. 49, al. 1	345	177

2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Objet	Conférence des présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
29.02.20 19 h 01	29.02.20 19 h 01	M. Damien Abad (LR) et 80 membres (LR)	Système universel de retraite(n°2623 – 1ère lecture)	02.03.20	03.03.20	289	148
29.02.20 20 h 32	29.02.20 20 h 32	M. André Chassaigne (GDR), M. Jean-Luc Mélenchon (FI), Mme Valérie Rabault (SOC) et 59 membres (SOC, FI, GDR) et 1 NI	Système universel de retraite (n° 2623 – 1ère lecture)	02.03.20	03.03.20	289	91

Annexe XX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
07.01.2020	Dem	Questions sur la loi de programmation militaire	Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées
07.01.2020	LR	Questions sur la politique des retraites	M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites
08.01.2020	FI	Questions sur la politique de lutte contre le chômage	Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail
08.01.2020	UDI-I	Questions sur la situation dans les EHPAD	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
09.01.2020	LT	Questions sur l'efficacité des mesures prises pour lutter contre la désertification médicale	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
05.02.2020	UDI-I	Questions sur le logement social et les politiques de peuplement	M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement
05.02.2020	LT	Questions sur le financement des infrastructures de transport	M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports
06.02.2020	FI	Questions sur les politiques de réponses aux personnels hospitaliers en grève	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
18.05.2020	LT	Questions sur le thème : « Quelles réponses pendant et après la crise du covid-19 pour améliorer la sécurité sanitaire ? »	Mme Christelle Dubos, secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé
18.05.2020	FI	Questions sur les mesures sociales urgentes à prendre face au covid-19	M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement
20.05.2020	UDI-I	Questions sur les décisions relatives à la gestion des stocks de masques	M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé
08.06.2020	LT	Questions sur la politique du logement : l'impact de la crise du covid-19, les perspectives de relance économique et l'indispensable transition écologique	M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement
08.06.2020	UDI-I	Questions sur l'organisation de l'hôpital public et le rôle des agences régionales de santé	M. Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État chargé des retraites et de la protection de la santé des salariés contre l'épidémie de covid-19
09.06.2020	Dem	Questions sur l'évaluation de la loi n° 2018-701 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés	M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur

Annexe XXI

Répartition des réponses aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Gouvernement Philippe II (1 ^{er} octobre 2019-3 juillet 2020)	QG	QOSD
Premier ministre : Édouard Philippe	99	2
Action et comptes publics : Gérald Darmanin	13	6
Action et comptes publics : Olivier Dussopt (secrétaire d'État)	18	2
Affaires européennes : Amélie de Montchalin (secrétaire d'État)	11	2
Agriculture et alimentation : Didier Guillaume	26	22
Armées : Florence Parly	5	4
Armées : Geneviève Darrieussecq (secrétaire d'État)	3	-
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	11	9
Collectivités territoriales : Sébastien Lecornu (ministre auprès de la ministre)	1	4
Culture : Franck Riester	15	9
Économie et finances : Bruno Le Maire	21	32
Économie et finances : Agnès Pannier-Runacher (secrétaire d'État)	74	5
Éducation nationale et jeunesse : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	13	-
Éducation nationale et jeunesse : Jean-Michel Blanquer	41	17
Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations : Marlène Schiappa (secrétaire d'État auprès du Premier ministre)	8	2
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	11	5
Europe et affaires étrangères : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	12	6
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	43	6
Intérieur : Christophe Castaner	57	37
Intérieur : Laurent Nunez (secrétaire d'État)	34	1
Justice : Nicole Belloubet	29	4
Numérique : Cédric O (secrétaire d'État)	5	2
Outre-mer : Annick Girardin	14	3
Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	13	5
Porte-parole du Gouvernement : Sibeth Ndiaye (secrétaire d'État)	15	-
Relations avec le Parlement : Marc Fesneau (ministre auprès du Premier ministre)	7	-
Retraites : Jean-Paul Delevoye ⁽⁹⁰⁾ (haut-commissaire)	15	-
Retraites : Laurent Pietraszewski ⁽⁹¹⁾	35	-
Solidarités et santé : Adrien Taquet ⁽⁹²⁾ (secrétaire d'État)	30	-
Solidarités et santé : Agnès Buzyn ⁽⁹³⁾	40	63

⁹⁰ Jusqu'au 17 décembre 2019.

⁹¹ Décret du 17 décembre 2019.

⁹² Décret du 16 février 2020.

⁹³ Jusqu'au 16 février 2020.

Solidarités et santé : Christelle Dubos ⁽⁹⁴⁾ (secrétaire d'État)	26	1
Solidarités et santé : Olivier Véran ⁽⁹⁵⁾	88	-
Sports : Roxana Maracineanu	9	3
Transition écologique et solidaire : Brune Poirson (secrétaire d'État)	8	2
Transition écologique et solidaire : Elisabeth Borne	38	30
Transition écologique et solidaire : Emmanuelle Wargon (secrétaire d'État)	6	-
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (secrétaire d'État)	16	19
Travail : Muriel Pénicaud	28	13
Ville et logement : Julien Denormandie (ministre auprès de la ministre)	14	13
Total	952	329

Gouvernement Castex (3 juillet 2020-30 septembre 2020)	QG
Premier ministre : Jean Castex	13
Affaires européennes : Clément Beaune ⁽⁹⁶⁾ (secrétaire d'État)	2
Agriculture et alimentation : Julien Denormandie	11
Armées : Florence Parly	-
Autonomie : Brigitte Bourguignon (ministre déléguée)	2
Biodiversité : Bérangère Abba ⁽⁹⁸⁾ (secrétaire d'État)	1
Citoyenneté : Marlène Schiappa (ministre déléguée)	-
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	5
Commerce extérieur et attractivité : Franck Riester (ministre délégué)	6
Comptes publics : Olivier Dussopt (ministre délégué)	5
Culture : Roselyne Bachelot	6
Économie sociale, solidaire et responsable : Olivia Grégoire (secrétaire d'État)	1
Économie, finances et relance : Bruno Le Maire	4
Éducation nationale, jeunesse et sports : Jean-Michel Blanquer	3
Éducation prioritaire : Nathalie Élimas (secrétaire d'État)	1
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Elisabeth Moreno (ministre déléguée)	1
Enfance et familles : Adrien Taquet (secrétaire d'État)	1
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	1
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	12
Industrie : Agnès Pannier-Runacher (ministre déléguée)	17
Insertion : Brigitte Klinkert (ministre déléguée)	1
Intérieur : Gérald Darmanin	13
Jeunesse et engagement : Sarah El Haïry (secrétaire d'État)	2
Justice : Éric Dupond-Moretti	8
Logement : Emmanuelle Wargon (ministre déléguée)	3
Mémoire et anciens combattants : Geneviève Darrieussecq (ministre déléguée)	2
Mer : Annick Girardin	3
Outre-mer : Sébastien Lecornu	6

⁹⁴ Décret du 16 février 2020.

⁹⁵ Décret du 16 février 2020.

⁹⁶ Tous les secrétaires d'État ont été nommés par décret le 26 juillet 2020.

Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	-
Petites et moyennes entreprises : Alain Griset (ministre délégué)	3
Porte-parole du Gouvernement : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	3
Relations avec le Parlement et participation citoyenne : Marc Fesneau (ministre délégué)	-
Retraites et santé au travail : Laurent Pietraszewski (secrétaire d'État)	-
Ruralité : Joël Giraud (secrétaire d'État)	-
Solidarités et santé : Olivier Véran	32
Sports : Roxana Maracineanu (ministre déléguée)	1
Tourisme, Français de l'étranger et francophonie : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	-
Transformation et fonction publiques : Amélie de Montchalin	1
Transition écologique : Barbara Pompili	11
Transition numérique et communications électroniques : Cédric O (secrétaire d'État)	2
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (ministre délégué)	1
Travail, emploi et insertion : Elisabeth Borne	4
Ville : Nadia Hai (ministre déléguée)	1
Total	189

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Gouvernement Philippe II (1 ^{er} octobre 2019-3 juillet 2020)	Nombre de réponses
Premier ministre : Édouard Philippe	55
Action et comptes publics : Gérard Darmanin	189
Action et comptes publics : Olivier Dussopt (secrétaire d'État)	66
Affaires européennes : Amélie de Montchalin (secrétaire d'État)	22
Agriculture et alimentation : Didier Guillaume	508
Armées : Florence Parly	117
Armées : Geneviève Darrieussecq (secrétaire d'État)	104
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	210
Collectivités territoriales : Sébastien Lecornu (ministre auprès de la ministre)	23
Culture : Franck Riester	66
Économie et finances : Bruno Le Maire	489
Économie et finances : Agnès Pannier-Runacher (secrétaire d'État)	-
Éducation nationale et jeunesse : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	24
Éducation nationale et jeunesse : Jean-Michel Blanquer	317
Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations : Marlène Schiappa (secrétaire d'État auprès du Premier ministre)	19
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	-
Europe et affaires étrangères : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	6
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	236
Intérieur : Christophe Castaner	448
Intérieur : Laurent Nunez (secrétaire d'État)	1
Justice : Nicole Belloubet	222
Numérique : Cédric O (secrétaire d'État)	24
Outre-mer : Annick Girardin	15
Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	99
Porte-parole du Gouvernement : Sibeth Ndiaye (secrétaire d'État)	-
Relations avec le Parlement : Marc Fesneau (ministre auprès du Premier ministre)	7
Retraites : Jean-Paul Delevoye ⁽⁹⁷⁾ (haut-commissaire)	28
Retraites : Laurent Pietraszewski ⁽⁹⁸⁾	3
Solidarités et santé : Adrien Taquet ⁽⁹⁹⁾ (secrétaire d'État)	-
Solidarités et santé : Agnès Buzyn ⁽¹⁰⁰⁾ puis Olivier Véran ⁽¹⁰¹⁾	889
Solidarités et santé : Christelle Dubos ⁽¹⁰²⁾ (secrétaire d'État)	9
Sports : Roxana Maracineanu	84
Transition écologique et solidaire : Brune Poirson (secrétaire d'État)	35
Transition écologique et solidaire : Elisabeth Borne	286

⁹⁷ Jusqu'au 17 décembre 2019.

⁹⁸ Décret du 17 décembre 2019.

⁹⁹ Décret du 16 février 2020.

¹⁰⁰ Jusqu'au 16 février 2020.

¹⁰¹ Décret du 16 février 2020.

¹⁰² Décret du 16 février 2020.

Transition écologique et solidaire : Emmanuelle Wargon (secrétaire d'État)	7
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (secrétaire d'État)	111
Travail : Muriel Pénicaud	175
Ville et logement : Julien Denormandie (ministre auprès de la ministre)	73
Total	4 967

Gouvernement Castex (3 juillet 2020-30 septembre 2020)	
Premier ministre : Jean Castex	-
Affaires européennes : Clément Beaune ⁽¹⁰³⁾ (secrétaire d'État)	-
Agriculture et alimentation : Julien Denormandie	137
Armées : Florence Parly	10
Autonomie : Brigitte Bourguignon (ministre déléguée)	-
Biodiversité : Bérangère Abba (secrétaire d'État)	-
Citoyenneté : Marlène Schiappa (ministre déléguée)	12
Cohésion des territoires et relations avec les collectivités territoriales : Jacqueline Gourault	65
Commerce extérieur et attractivité : Franck Riester (ministre délégué)	-
Comptes publics : Olivier Dussopt (ministre délégué)	35
Culture : Roselyne Bachelot	35
Économie sociale, solidaire et responsable : Olivia Grégoire (secrétaire d'État)	-
Économie, finances et relance : Bruno Le Maire	272
Éducation nationale, jeunesse et sports : Jean-Michel Blanquer	28
Éducation prioritaire : Nathalie Élimas (secrétaire d'État)	-
Égalité femmes-hommes, diversité et égalité des chances : Elisabeth Moreno (ministre déléguée)	-
Enfance et familles : Adrien Taquet (secrétaire d'État)	-
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Frédérique Vidal	58
Europe et affaires étrangères : Jean-Yves Le Drian	59
Industrie : Agnès Pannier-Runacher (ministre déléguée)	19
Insertion : Brigitte Klinkert (ministre déléguée)	-
Intérieur : Gérald Darmanin	202
Jeunesse et engagement : Sarah El Haïry (secrétaire d'État)	-
Justice : Éric Dupond-Moretti	53
Logement : Emmanuelle Wargon (ministre déléguée)	7
Mémoire et anciens combattants : Geneviève Darrieussecq (ministre déléguée)	12
Mer : Annick Girardin	-
Outre-mer : Sébastien Lecornu	3
Personnes handicapées : Sophie Cluzel (secrétaire d'État)	13
Petites et moyennes entreprises : Alain Griset (ministre délégué)	6
Porte-parole du Gouvernement : Gabriel Attal (secrétaire d'État)	-
Relations avec le Parlement et participation citoyenne : Marc Fesneau (ministre délégué)	-
Retraites et santé au travail : Laurent Pietraszewski (secrétaire d'État)	11
Ruralité : Joël Giraud (secrétaire d'État)	-

¹⁰³ Tous les secrétaires d'État ont été nommés par décret le 26 juillet 2020.

Solidarités et santé : Olivier Véran	264
Sports : Roxana Maracineanu (ministre déléguée)	15
Tourisme, Français de l'étranger et francophonie : Jean-Baptiste Lemoyne (secrétaire d'État)	-
Transformation et fonction publiques : Amélie de Montchalin	1
Transition écologique : Barbara Pompili	77
Transition numérique et communications électroniques : Cédric O (secrétaire d'État)	-
Transports : Jean-Baptiste Djebbari (ministre délégué)	57
Travail, emploi et insertion : Elisabeth Borne	8
Ville : Nadia Hai (ministre déléguée)	-
Total	1 459